



Rapport annuel sur la mise en œuvre du
portefeuille pays 2019-2023

BURKINA FASO

Période couverte : 2020

NN2050- BKF1702911

Table des matières

Acronymes	4
Résumé exécutif	9
1 Etat des lieux de la mise en œuvre du portefeuille pays	12
1.1 Évolution du contexte	12
1.2 Progrès dans la réalisation des résultats de développement.....	14
1.2.1 Progrès dans la réalisation des résultats de développement - niveau impact.....	14
1.2.2 Progrès dans la réalisation des résultats de développement - niveau outcome.....	15
1.2.2.1 Énoncé outcome 1 - Les entreprises rurales et urbaines de la région Centre-Est ont amélioré leur compétitivité et contribuent à la création d'emplois décents.....	15
1.2.2.2 Énoncé outcome 2 - Renforcer la sécurité dans le Centre-Est en contribuant à la mise en œuvre et l'opérationnalisation de la police de proximité.....	16
1.2.2.3 Énoncé outcome 3 - Les droits sexuels et reproductifs des femmes et des jeunes filles dans la zone de Tenkodogo et Koupela sont renforcés.....	18
1.2.2.4 Énoncé outcome 4 - Les compétences des parties prenantes du Programme de Coopération Burkina Faso - Belgique sont renforcées, en phase avec les opportunités sociales et économiques de la région du Centre-Est.....	20
1.3 Performance du portefeuille.....	22
1.3.1 Performance des interventions.....	22
1.3.2 Analyse de la performance du portefeuille pays	22
1.3.3 Thèmes prioritaires.....	24
1.3.3.1 Environnement et changement climatique	24
1.3.3.2 Genre.....	25
1.3.3.3 Digitalisation.....	25
1.3.3.4 Emplois décents.....	26
1.4 Synergies et complémentariés.....	27
1.4.1 Synergies et cohérence stratégique du portefeuille.....	27
1.4.2 Synergies et complémentarité avec les projets pour tiers.....	28
1.4.3 Autres synergies et complémentariés.....	29
1.5 Principaux constats, risques et opportunités	29
1.5.1 Dialogue politique (Policy dialogue).....	29
1.5.2 Expertise.....	30
1.5.3 Modalités de partenariat et opérationnelles.....	30
1.5.3.1 Modalités de partenariat	30
1.5.3.2 Modalités opérationnelles.....	31
1.6 Gestion des risques	31

2	Suivi budgétaire.....	33
3	Modifications apportées au portefeuille pays	34
4	Leçons apprises	36
4.1	Leçons apprises d'ordre institutionnel, stratégique, organisationnel.....	36
4.2	Entrepreneuriat.....	36
4.3	Police de proximité.....	36
4.4	Santé et Droits Sexuels et Reproductifs (SDSR)	37
4.5	Formation Etude et Expertises (FEE)	38
4.6	Intégration des thèmes transversaux	38
4.7	Questions d'apprentissage stratégique.....	38
5	Réorientations stratégiques et recommandations pour la mise en œuvre du portefeuille.	40
	Annexes 1. Cadre de résultats du portefeuille pays.....	41
	Annexe 2 Gestion des risques.....	49
	Annexe 3 Tableau financier synthétique.....	54
	Annexe 4 Synthèse des leçons apprises	55
	Annexe 5 Tableau des recommandations.....	56

Acronymes

AàP	Appel à proposition
ANPE	Agence Nationale de Promotion de l'Emploi
ASC	Accord Spécifique de Coopération
APSPD	Association Professionnelle des Services Financiers Décentralisés
CCG	Cadre de Concertation Genre
CCC	Communication pour le Changement de Comportement
CAP	Connaissances Attitudes et Pratiques
CUPT	Centre Universitaire Polytechnique de Tenkodogo
COC	Comité d'Orientation et de Coordination
COPOL	Composante Police du G5 Sahel
CSD	Cadres Sectoriels de dialogue
CPM	Country Portfolio Manager
DGESS	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
EEA	Environnement, eau et assainissement
ETR	End-Term Review
FAARF	Fonds d'appui aux activités rémunératrices des femmes
FEE	Formation Etude et Expertise
FSI	Forces de Sécurité Intérieure
GEM	Global Entrepreneurship Monitoring
HIMO	Travaux à haute intensité de main d'œuvre
ILS	Initiatives Locales de Sécurité
IMF	Institutions de microfinance
IM	Intervention Manager (Enabel)
INSD	Institut national de la statistique et de la démographie
INERA	Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles
JCPF	Journée Culturelle sur le Planification Familiale
MEBF	Maison de l'Entreprise du Burkina Faso
MGF	Mutilation Génitale Féminine
MJPEJ	Ministère de la jeunesse et de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes
MTR	Mi-Term Review
MSI	Marie Stope International
MINEFID	Ministère des finances, de l'économie et du développement
OHADA	Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des Affaires
PADEL	Programme d'appui au développement local

PARSIB	Projet d'Appui au Renforcement de la Sécurité Intérieure du Burkina
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNDES	Plan National de Développement Economique et Social
PUS	Programme d'Urgence pour le Sahel
ROI	Règlement d'ordre intérieur
SDSR	Santé et Droits Sexuels et Reproductifs
STABEST	Stabilisation de la région de l'Est
TEPS	Travail, emploi et protection sociale
TIA	Transformation industrielles et artisanale
UEMOA	Union économique et monétaire Ouest Africaine
VBG	Violences Basées sur le Genre

Fiche signalétique du portefeuille

Pays	Burkina Faso
Code de portefeuille	BKF1702911
Institution partenaire	Ministère de l'économie, des finances et du développement
Budget total	45 000 000 Euros
Durée du portefeuille	60 mois
Date de début de la Convention spécifique	19/12/2018
Date de démarrage du portefeuille pays	12/07/2019
Date de fin de la Convention spécifique	18/12/2023
Impact¹	Contribuer au développement économique et social inclusif et durable de la région du Centre-Est
Outcomes	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les entreprises rurales et urbaines de la région Centre-Est ont amélioré leur compétitivité et contribuent à la création d'emplois décents 2. Renforcer la sécurité dans le Centre-Est en contribuant à la mise en œuvre et l'opérationnalisation de la police de proximité 3. Les droits sexuels et reproductifs des femmes et des jeunes filles dans la zone de Tenkodogo et Koupéla sont renforcés 4. Les compétences des parties prenantes du Programme de Coopération Burkina Faso - Belgique sont renforcées en phase avec les opportunités sociales et économiques de la région du Centre-Est
Groupes cibles	<ul style="list-style-type: none"> • Entrepreneurs (hommes et femmes) urbains et ruraux, • Structures d'appui à l'entrepreneuriat, femmes, adolescents, jeunes et enfants, • Organisation de la société civile de promotion des droits humains, • Structures publiques de la région du Centre-Est, • Privés, • Police nationale, • Gendarmerie nationale, • Police municipale, • Collectivités locales, • Initiatives Locales de Sécurité (ILS), • Population de la région du Centre-Est

¹ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

Liste des interventions du portefeuille	Intervention 1: Appui au développement d'un entrepreneuriat inclusif et durable dans la région du Centre-Est
	Intervention 2: Renforcement de la sécurité dans le Centre-Est - Appui à la police de proximité
	Intervention 3: Renforcement des droits sexuels et reproductifs - « Elle décide »
	Intervention 4: Programme de formations, études et expertises
Période couverte par le rapport	01/01/2020-31/12/2020

Fiche signalétique des autres interventions mises en oeuvre par Enabel

Pays	Burkina Faso				
Nom Intervention	Bailleur	Secteur	Budget (En EUR)	Date début	Date fin
BFA 19008 - Projet d'appui à la stabilisation de l'Est du Burkina Faso (STABEST)	UE	Gouvernance	4.000.000	01-11-2019	30-04-2021
BFA 19009 - Projet de Soutien aux Unités Nationales d'Investigation du Burkina Faso (COPOL G5 Sahel).	UE	Gouvernance	3.500.000	01-01-2020	30-06-2021
BKF 1602611 - Projet d'appui aux droits à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de la ville de Fada N'Gourma, région de l'Est (PADAEPA).	DGD	Infrastructure : eau et assainissement	10.000.000	23-07-2016	22-07-2022
BFA 20001 - Appui au renforcement du système de santé dans le cadre de la riposte à la crise sanitaire liée au COVID-19	LuxDev	Santé	500.000	01-06-2020	28-02-2021

Résumé exécutif

Ce présent rapport est le 2ème document qui reprend l'état d'avancement du portefeuille bilatéral BKF (2019-2023). Il concerne la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020. Cette section résume le rapport en 4 grands points.

- **De l'évolution du contexte**

Le contexte au cours de la période concernée (2020) est marqué par 3 faits majeurs :

- **Sur le plan politique** : on note l'organisation des élections couplées (présidentielle et législative) du 22 novembre 2020. Ces élections se sont globalement bien déroulées avec la réélection pour un deuxième mandat de cinq ans du président sortant Roch Marc Christian Kaboré, réélu avec 57,74% des voix au premier tour. On peut donc parler d'une relative stabilité au niveau des institutions du pays ainsi qu'au niveau des politiques de développement.
- **La crise sanitaire liée au Covid-19** : A l'instar des autres pays du monde, le Burkina Faso a également été touché par la pandémie liée au Covid-19 ou les premiers cas ont été enregistrés dès mars 2020. Les mesures prises par le gouvernement en concertation étroite avec les pays de la sous-région a permis de gérer la crise en tenant compte de la situation sanitaire mais aussi des réalités socio-économiques du pays. Les restrictions sur les déplacements dans le pays et à l'étranger, sur la fermeture des magasins et marchés locaux ainsi que sur l'instauration d'un couvre-feu au niveau national ont été limités dans le temps (d'avril à juin 2020).

A la suite de l'appel à l'aide lancé par le gouvernement burkinabé, Enabel a pu participer au plan de riposte national pour un montant initial de 734.045 EUR financé sur le portefeuille bilatéral sur 3 mois (d'avril à juin 2020). Cela a permis de mener des actions de renforcement des capacités sur la prise en charge des cas Covid-19 (fourniture de respirateurs, approvisionnement en oxygène, en médicaments essentiels, en équipements et en matériels de protection, en formation des agents des agents de santé, de communication et sensibilisation sur les mesures barrières).

Au vu de la nécessité de consolider les acquis de la première réponse d'urgence de 3 mois, le plan de réponse à la crise de Enabel s'est également élargi avec 2 nouvelles interventions :

- « Appui au renforcement du système de santé dans le cadre de la riposte à la crise sanitaire liée au COVID-19 » financée par la coopération luxembourgeoise pour un montant de 500 000 Euros (de juillet 2020 à février 2021) dans la région du Centre-Est.
- « Appui au renforcement du système de santé dans le cadre de la riposte au Covid-19 » financé par le Royaume de Belgique à travers une partie de la réserve du portefeuille bilatéral pour un budget de 2 millions d'euros sur une période de 18 mois (de janvier 2021 à juin 2022) dans la région du Centre-Est.

Contexte sécuritaire : au cours de l'année 2020, la situation sécuritaire a continué à se dégrader jusqu'à la veille des élections du 22 novembre où une certaine accalmie a été observée. Grâce aux mesures de mitigation prises (voir matrice de risque à l'annexe 2), les équipes de Enabel ont pu continuer normalement leurs activités sur les zones d'interventions.

Une des conséquences de la crise sécuritaire est l'augmentation du nombre de personnes déplacées internes (PDI) dans le pays. La crise que traverse le Burkina Faso a été qualifiée de plus grande crise de protection au Sahel. En effet, sur les 1,5 millions de personnes déplacées internes du fait des conflits et des violences dans la sous-région, 69% (1,03 millions) sont au Burkina Faso.

Cette situation a exacerbé les vulnérabilités déjà existantes des populations habitant dans les régions les plus touchées. Les zones de départ et d'arrivée connaissent avant la crise, les plus faibles taux en termes d'indicateurs de développement. Les populations déplacées internes sont venues accentuer les défis et problématiques des populations locales en termes d'accès adéquat aux services sociaux de base et à la protection.

Les acteurs, qu'ils soient du domaine de l'humanitaire ou du développement face à cette crise jamais connue au Burkina, ont entrepris pour certains une révision de leur stratégie d'intervention afin de prendre en compte les vulnérabilités et fragilités issues du contexte sans cesse évolutif.

La région du Centre-Est (zone d'intervention du portefeuille) est également fortement touchée, conduisant ainsi les autorités nationales à déclarer la région du Centre-Est comme la 6ème région avec un focus « humanitaire ».

• De la performance du portefeuille

S'agissant de la performance opérationnelle en 2020, le portefeuille bilatéral a enregistré un taux de décaissement de 99% avec 10,04 M€ planifiés pour 9,94 M€ dépensés.

Au 31 décembre 2020, les dépenses cumulées (2019-2020) sur le portefeuille s'élèvent à 11,8 M€, soit environ 27% de taux de décaissement global. Sachant que ce taux était seulement d'environ 4% en 2019 (année de démarrage), la performance opérationnelle enregistrée en 2020 est en lien direct avec les objectifs attendus. Cette bonne performance est réalisée par :

- une planification financière maîtrisée ;
- une meilleure appropriation des procédures de contractualisation par les équipes;
- une capacité effective de suivi et d'appui aux équipes des (8) interventions.

Performance globale :

La performance globale du portefeuille décrite ci-dessous a été mesurée sur base d'auto-évaluations à l'aide des 5 critères DAC.

Pertinence : la pertinence du portefeuille reste identique que lors de sa formulation.

En effet, le portefeuille est toujours clairement ancré dans les politiques nationales du Burkina Faso et reste en phase avec les plans locaux de développement (plan régional de développement du Centre-Est et plans communaux de développement). Il reste donc particulièrement pertinent par rapport aux besoins des groupes cibles.

Efficacité : On note que la mise en œuvre du portefeuille se fait de manière efficace. En effet, sur les 4 interventions, 3 ont été évaluées au score A et une seule en B.

En dépit de la crise liée au Covid-19 et aux difficultés d'accès dans certaines zones du portefeuille, les interventions ont développé des modalités d'interventions spécifiques qui leur ont permis de mener plusieurs activités à l'échelle des 3 provinces de la région.

Au regard de la flexibilité et de la capacité d'adaptation des interventions, la dynamique actuelle dans la mise en œuvre du portefeuille laisse percevoir une forte probabilité de réalisation des outcomes en termes de qualité et de couverture.

Efficience : L'efficience a été évaluée au score B sur les 4 interventions.

La plupart des inputs (finance et RH notamment) sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. L'intervention Entrepreneuriat s'est renforcée en staff avec le recrutement de trois experts sectoriels thématiques (1 expert infrastructure, 1 expert aménagement hydroagricole et 1 expert financement).

Durabilité : un travail d'ancrage institutionnel a été mené lors de la première année. Le portefeuille bénéficie donc d'un degré d'appropriation élevé de la part des groupes cibles et des partenaires publics et privés. La durabilité est donc évaluée au score A pour 3 interventions sur 4 (seule l'intervention Police de proximité est évaluée au score B). A ce stade, la durabilité des résultats du portefeuille est évaluée globalement bonne.

- **De l'adaptation au contexte**

A regard de la nécessité de s'adapter au contexte et d'optimiser les résultats attendus, des modifications substantielles ont été apportées au portefeuille au cours de cette 2ème année de mise en œuvre, à travers (3) avenants :

- Avenant 1 - concernant l'output 4 de l'intervention Entrepreneuriat et le transfert de 15% de son budget (soit 3,6 M€) aux interventions Police de proximité (1,8 M€) et Santé et droits sexuels et reproductifs (1,8 M€) ;
- Avenant 2 – sur l'utilisation de 1 M€ de la réserve du portefeuille pour renforcer l'intervention Police de proximité ;
- Avenant 3 – concernant l'utilisation de 2 M€ de la réserve du portefeuille pour la création d'une nouvelle intervention de réponse à la crise sanitaire liée au Covid-19.

Il a également été acté, l'ajout de 4 nouveaux partenaires de mise en œuvre au profit de l'intervention Entrepreneuriat : l'Association professionnelle des services financiers décentralisés (APSFD) pour l'appui à la mise en place du fonds de garantie, l'Institut de l'environnement et de recherches agricoles (INERA) pour l'appui à la mise à disposition des semences améliorées (arachide, maïs et manioc) aux acteurs des chaînes des valeurs agricoles, le Ministère de la jeunesse et de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes (MJPEJ), et le Programme national biodigesteurs (PNB) pour l'appui aux entreprises dans le domaine de l'économie verte.

- **Des orientations stratégiques complémentaires sont prévues en 2021.**

Une nouvelle orientation stratégique est proposée dès 2021 et jusqu'en 2023, à travers l'intégration d'actions connexes aux actions des interventions du portefeuille afin de considérer le contexte de fragilité dans la région. Une étude sur l'analyse contextuelle des fragilités et vulnérabilités des populations dans la région du Centre-Est a été organisée de décembre 2020 à février 2021 et doit permettre de proposer un cadre d'actions pour renforcer l'approche de E.nabel.

1 Etat des lieux de la mise en œuvre du portefeuille pays

1.1 Évolution du contexte

Contexte externe

En 2020, le contexte économique, sécuritaire et sanitaire a connu une mutation substantielle, nécessitant de remodeler les modalités d'intervention. En effet, les éléments suivants ont nécessité des réadaptations dans la mise en œuvre du portefeuille : situation politique, crise sanitaire liée au Covid-19 avec un impact sur l'économie, dégradation continue de la situation sécuritaire.

Contexte politique

L'organisation et la tenue d'élections couplées, présidentielle et législative, a eu un impact sur certaines activités du portefeuille. En effet, même si ces élections ont effectivement été tenues en novembre 2020, la pré-campagne et la campagne politique ne permettaient pas de réaliser des activités grand public et de faire appel aux services publics. Cependant, les équipes des interventions ont pu s'organiser et planifier en conséquence leurs activités. Cette période a finalement eu peu d'impact sur les planifications.

La réélection du Président du Faso pour un nouveau mandat de 5 ans acte une certaine continuité dans la vision et les politiques de développement incarnées depuis 2016 par celui-ci, ce qui garantit une certaine stabilité institutionnelle. Par ailleurs, la consolidation de la cohésion sociale et de la lutte contre l'insécurité constitue un axe prioritaire dans la Déclaration de politique générale du Gouvernement burkinabè.

Néanmoins, il faut noter que depuis 2019, le gouvernement burkinabè a entrepris le processus d'élaboration d'une stratégie nationale en matière de sécurité qui pourrait potentiellement avoir un impact sur le portefeuille. Cela étant, cette stratégie doit encore être finalisée et passer ensuite par différentes étapes avant sa mise en œuvre : adoption en Conseil des Ministres, validation par l'Assemblée nationale et signature des décrets pour son application.

Crise sanitaire liée au Covid-19

A l'instar des autres pays, le Burkina Faso s'est retrouvé brutalement confronté à la pandémie du Covid-19 dès mars 2020. Cette situation a nécessité l'application de mesures drastiques afin de juguler la propagation du virus. Même si ces mesures ont, dans un premier temps, permis de circonscrire la circulation du virus, elles ont rapidement montré leurs limites. En effet, les restrictions prises par l'Etat (mise en quarantaine des villes présentant des cas positifs, fermeture des commerces, couvre-feu, etc.) ont entraîné des difficultés importantes au niveau de certains secteurs économiques et ont fragilisé surtout les jeunes entreprises dont la plupart des promoteurs est la frange jeune de la population. Cette crise a eu pour conséquence un certain ralentissement des activités sur le terrain (au vu des restrictions de déplacements) pendant plusieurs mois mais n'a pas eu d'incidence majeure sur l'atteinte des résultats attendus en 2020.

Afin de contribuer à la mise en œuvre du plan de riposte national, la DGD a répondu favorablement aux propositions faites par Enabel, à travers un courriel daté du 26 mars, pour un montant initial de 734.045 EUR sur le portefeuille bilatéral sur une période de 3 mois.

A la fin du délai imparti, le taux d'exécution budgétaire du plan de réponse de Enabel à la fin de l'action a été de 110% pour le Portefeuille, soit un montant de 807.790 EUR.

Cet appui d'urgence a été principalement orienté vers le secteur de la santé, à travers :

- Le renforcement des capacités de prise en charge des cas Covid-19 par un approvisionnement en oxygène, en médicaments essentiels, en équipements et en matériels de protection
- Un renforcement des capacités de production de supports de protection et accessoires pour les respirateurs (acquisition d'imprimantes 3D)
- L'acquisition de matériel de protection au profit des forces de sécurité intérieure
- La construction d'incinérateurs de type « Bailleul » dans 13 centres de santé et de promotion sociale (CSPS) et de type « Faso » dans 4 centres médicaux avec antenne chirurgicale (CMA) dans la région du Centre-Est pour la destruction de déchets biomédicaux
- Etc.

Cette crise a également permis d'identifier certains leviers ou facilités pour s'adapter à la situation :

- ☞ Travailler à distance avec un accent sur le digital
- ☞ Renforcer les compétences des acteurs locaux sur des activités de production en lien avec l'assainissement et la santé.
- ☞ Nouer des nouveaux partenariats (exemple du Projet d'appui au renforcement du système de santé dans le cadre de la riposte à la crise sanitaire liée au COVID-19 financé par l'Agence luxembourgeoise pour la Coopération au Développement (LuxDev)
- ☞ Être simplement pro-actif en proposant des adaptations au Portefeuille par des avenants (exemple : création d'une nouvelle intervention avec l'affectation d'une partie de la réserve).

Contexte sécuritaire

Les violences au Burkina Faso ont progressivement pris un tournant communautaire suite aux affrontements/conflits intercommunautaires liés aux chefferies et aux problèmes fonciers. Ce tournant communautaire se ressent également au niveau du recrutement des Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) dont l'idée avait suscité un certain engouement au niveau des populations locales. Cependant, dans certaines zones, le processus de recrutement a exclu certaines communautés dont les membres sont jugés complices des groupes djihadistes. Cette situation s'ajoute à la fracture entre communautés.

Dans la région du Centre-Est, la situation sécuritaire s'est progressivement stabilisée dans les provinces du Boulgou et du Kouritenga. Cependant, la sécurité dans la province du Koulpélogo s'est progressivement dégradée au regard du nombre d'incidents et de la pression exercée par les groupes armés - dont la présence est fortement ressentie par la population et a un impact sur leur vie quotidienne.

C'est ainsi que dans certaines zones, l'offre des services sociaux de base est inexistante ou fonctionnant à minima. Les dernières données concernant l'éducation et la santé, en fin janvier 2021, font état de la fermeture de 37 écoles et de 3 centres de santé et d'une dizaine d'autres centres fonctionnant à minima dans la région du Centre Est.

Une des conséquences majeures des conflits (conflits intercommunautaires et attaques terroristes) est l'arrivée dans la région du Centre Est de personnes déplacées internes des zones fortement touchées. De ce fait, la région accueille des populations déplacées internes (PDI), estimées à 28.300 personnes dans les 3 provinces (environ 4.900 personnes dans le Boulgou, 5.200 dans le Koulpélogo et 18.200 dans le Kouritenga), selon les estimations du Conseil national du secours d'urgence et de réhabilitation (CONASUR)/OCHA au 31 décembre 2020, conduisant les autorités nationales à déclarer la région du Centre-Est comme 6ème région humanitaire. Ces déplacements de populations ne semblent pas ralentir.

[Rapport 2020 Portefeuille Burkina Faso – NN2050 - BKF1702911](#)

Dégradation du climat socio-économique

Le Burkina Faso est classé parmi les pays ayant un faible niveau de développement humain, avec un indice de développement humain (IDH) de 0,452 en 2019 (PNUD, 2020) et 40,1 % de sa population vit sous le seuil national de pauvreté². Et la succession de crises, surtout celles sécuritaires et sanitaires, ont contribué à dégradé fortement le climat socio-économique du pays, même si selon la Banque Mondiale, « malgré la crise sécuritaire et humanitaire, le cadre macroéconomique est resté globalement stable en 2019. L'activité économique a essentiellement été portée par le secteur des services, dont la croissance a compensé la baisse d'activités dans les secteurs agricoles, miniers et du bâtiment ».

Dans la zone d'intervention du Portefeuille, cette situation a exacerbé les vulnérabilités déjà existantes des populations. Les localités d'accueil d'arrivée connaissent, avant la crise, les plus faibles taux en termes d'indicateurs de développement. Les populations déplacées internes sont venues accentuer les défis et problématiques des populations locales en termes d'accès adéquat aux services sociaux de base, à la protection et à la résilience.

Afin de prendre en compte les besoins d'adaptations au contexte évolutif de sa zone d'intervention, Enabel a apporté plusieurs modifications au Portefeuille par l'adoption de 3 avenants. Ces avenants ont porté sur des modifications au sein de l'intervention Entrepreneuriat, l'augmentation de ressources pour les interventions Police de proximité et Elle décide et la création d'une 5ème intervention.

Une nouvelle dynamique est en cours pour identifier et répondre aux besoins spécifiques des populations fragiles. Dans ce cadre, Enabel a réalisé une analyse contextuelle qui lui a permis d'avoir des informations actualisées et qui seront la base pour élaborer un cadre additionnel aux interventions actuelles pour tenir compte de la fragilité des populations. Cela pourrait se faire à travers un 4^{ème} Avenant au Portefeuille (des discussions sont en cours depuis février avec le Poste et la DGD pour statuer sur les possibilités d'avoir des ressources financières additionnelles).

Contexte interne

Certains gaps sur des fonctions importantes ont quelque peu fragilisé l'organisation et le suivi des interventions. Ça a été le cas sur l'absence de CPM durant le premier semestre (et seulement une présence effective de 4 mois en 2020).

Le départ anticipé de l'IME Entrepreneuriat et de certains experts nationaux ont été également des contraintes.

1.2 Progrès dans la réalisation des résultats de développement

1.2.1 Progrès dans la réalisation des résultats de développement - niveau impact

Les indicateurs qui permettent de mesurer les progrès au niveau impact sont tous alignés aux statistiques disponibles au niveau national et des indices standards internationaux (GINI et SIGI). Il s'agit :

- Incidence de la pauvreté monétaire des ménages de la région du Centre-Est ;
- Indice de GINI de la consommation des ménages de la région du Centre-Est ;
- Indicateur global de discrimination de genre dans les institutions sociales dans la région du Centre-Est ;

² https://databank.worldbank.org/data/download/hci/HCI_2pager_BFA.pdf?cid=GGH_e_hpexternal_en_ext
Rapport 2020 Portefeuille Burkina Faso – NN2050 - BKF1702911

- Produit interne brut par habitant de la région du Centre-Est.

Une Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM) organisée par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) est en cours et devrait permettre à terme de renseigner l'incidence de la pauvreté monétaire ainsi que l'indice de GINI de la consommation des ménages.

Pour ce qui est du produit intérieur brut (PIB) par habitant de la région, son calcul n'est toujours pas effectif au niveau national.

1.2.2 Progrès dans la réalisation des résultats de développement - niveau outcome

1.2.2.1 Énoncé outcome 1 - Les entreprises rurales et urbaines de la région Centre-Est ont amélioré leur compétitivité et contribuent à la création d'emplois décents

L'outcome 1 du portefeuille est visé par l'intervention Entrepreneuriat et six (6) indicateurs permettent de mesurer les progrès réalisés :

- Taux d'activité entrepreneuriale émergente ;
- Nombre d'employé(e)s dans les entreprises formelles ;
- Nombre d'entreprises formalisées ;
- Preuves d'amélioration des performances des participants (hommes/femmes) ayant participé à une activité de renforcement des capacités ;
- Preuves d'amélioration des performances des organisations partenaires ayant participé à une activité de renforcement des capacités ;
- Perception de l'évolution du chiffre d'affaire des entreprises.

Parmi ces 6 indicateurs, un seul a pu être renseigné à la fin de l'année 2, à savoir le nombre d'entreprises formalisées dans la région du Centre-Est.

Pour cet indicateur, un total de 1.138 nouvelles entreprises a été créé au cours de ces 2 premières années de mise en œuvre de l'intervention dont 811 entreprises créées par des hommes et 327 entreprises créées par des femmes. Sachant que la cible du projet est de 3.526 nouvelles entreprises, cela représente un taux de réalisation de 32% pour cet indicateur. Toutefois, il faut préciser que ces résultats ne peuvent pas encore être attribués à l'intervention car la convention de subside conclue avec la Maison de l'Entreprise du Burkina Faso (MEBF) qui devrait impacter cet indicateur n'a été conclue qu'au cours du Q4 2020.

Le taux d'activité entrepreneuriale émergente est renseigné par l'étude du Global Entrepreneurship Monitoring (GEM). Cette étude est organisée par l'intervention FEE via une convention de subside avec le Centre d'Études, de Documentation et de Recherche Économiques et Sociales (CEDRES) de l'université de Ouaga 2. La première étude a été lancée en 2020 et le rapport est attendu au mois de juin 2021.

Le nombre d'employé(e)s dans les entreprises formelles ainsi que la perception de l'évolution du chiffre d'affaire des entreprises sont planifiés pour être renseignés à mi-parcours et à la fin du portefeuille à travers des enquêtes quantitatives.

S'agissant des preuves de performance des individus ainsi que des organisations ayant bénéficié de renforcement de capacité, il faut noter que l'intervention Entrepreneuriat a conclu 13 partenariats via des conventions de subside dont 8 conventions par appel à proposition pour des structures non étatiques et 5 conventions par octroi direct à des structures étatiques. Ces partenariats ont été conclus pour la plupart dans la 2^{ème} moitié de

l'année 2020. Ainsi, la mesure des preuves de performance des organisations partenaires et participants interviendra en année 3.

On peut conclure que pour l'outcome 1, ces deux premières années ont servi à la préparation et à la conclusion des conventions de subside avec les partenaires de mise en œuvre. Les progrès attendus au niveau des indicateurs ne pourront s'observer qu'à partir de l'exécution de ces conventions de subside, donc vraisemblablement vers la fin de l'an 3 (fin 2021).

1.2.2.2 Énoncé outcome 2 - Renforcer la sécurité dans le Centre-Est en contribuant à la mise en œuvre et l'opérationnalisation de la police de proximité

L'outcome 2 du portefeuille est visé par l'Intervention Police de proximité et trois (3) indicateurs permettent de mesurer les progrès réalisés. Il s'agit :

- Niveau de perception de la sécurité dans le quartier ou village de résidence par la population de la région du Centre-Est ;
- Preuves d'amélioration des performances des participants (hommes/femmes) ayant participé à une activité de renforcement des capacités ;
- Preuves d'amélioration des performances des organisations partenaires ayant participé à une activité de renforcement des capacités.

Pour l'indicateur sur la perception de la sécurité par la population de la région du Centre-Est, une étude CAP (Connaissances, Attitudes et Pratiques) au niveau du portefeuille a été lancée au cours du second semestre de 2019 à travers un Accord spécifique de coopération (ASC) avec l'université de Liège et 2 conventions de subside avec des instituts burkinabè (CEDRES et ISSP). Malheureusement, les discussions pour la conclusion de l'ASC avec l'université de Liège ont pris énormément de temps et l'étude CAP n'a pu véritablement démarrer qu'en fin d'année 2020.

S'agissant des preuves d'amélioration des performances des participants (hommes/femmes) ayant participé à une activité de renforcement des capacités, une enquête a été organisée en interne et a permis de collecter des informations portant sur la perception de l'amélioration des performances des participants à la suite des activités de renforcement des capacités au niveau individuel. Il ressort des avis d'un « échantillon » de 27 personnes qui ont essentiellement suivi des formations en droits humains et en police de proximité que ces activités de renforcement des capacités les amènent à changer progressivement d'attitude et de comportement dans leurs pratiques professionnelles en mettant l'accent sur le respect des droits humains et de la dignité humaine d'une part et sur la collaboration avec la population par le biais de l'approfondissement de la compréhension des préceptes et principes de la police de proximité.

A la question portant sur leur appréciation quant à leur performance individuelle suite à ces formations, la réponse est unanimement positive, ces derniers estimant que ces activités contribuent à l'amélioration de leur performance professionnelle individuelle. Dès lors, la majorité de « l'échantillon » plaide pour une intensification et une pérennisation des formations via la formation continue et l'élargissement des formations à l'ensemble des forces de sécurité intérieure (FSI).

Certains font référence aux « appuis en matériels » qui contribuent au renforcement de l'efficacité opérationnelle sur le terrain. En effet, l'appui en termes de dotation en matériel roulant a contribué à accroître la mobilité des FSI sur le terrain. Selon les témoignages de certains bénéficiaires, les motos tout terrain remises par l'intervention « Police de

proximité » aux FSI, leur apportent toute satisfaction sur le terrain dans la mesure où elles sont plus adaptées au contexte de la région, eu égard à l'état des routes et des pistes rurales, ce qui améliore la fréquence des déplacements sur le terrain.

Signalons que la participation à cette enquête concerne divers services des FSI, à savoir la Gendarmerie nationale, la Police nationale, la Police municipale, et les Gardes de sécurité pénitentiaire.

En ce qui concerne les preuves d'amélioration des performances des organisations partenaires ayant participé à une activité de renforcement des capacités, les responsables des 23 structures qui ont participé à la même enquête, reconnaissent majoritairement une amélioration des performances de leurs organisations par le biais du renforcement de la mobilité et de la visibilité des services FSI d'une part et d'une meilleure prise en charge des populations dans la pratique professionnelle d'autre part, ce qui favorise le rapprochement et la collaboration entre la population et les FSI.

Il ressort globalement, des avis des 23 structures concernées, ce qui suit :

- la fourniture de matériel de protection à destination des FSI dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la Covid-19, a permis de garantir la continuité du service à la population tout en assurant la protection du personnel FSI ;
- des formations sur les thématiques tels que droits humains, lutte contre l'extrémisme violent, la promotion de la paix, sessions de formation/information sur les conflits fonciers ... contribuent à améliorer les performances des organisations par le biais des connaissances acquises par les membres de ces organisations et leur capacité à valoriser ces connaissances dans leur pratique professionnelle;
- les actions vers des groupes spécifiques de la population favorisent une meilleure implication de ces groupes dans la lutte contre l'insécurité ; ces actions impliquant FSI et populations, contribuent au rapprochement entre FSI et populations, gage de succès dans la mise en œuvre de la police de proximité ;
- les activités de renforcement des capacités, de par leur mixité en termes d'implication et de participation, favorise la collaboration entre les FSI ;
- les activités de renforcement des capacités contribuent à l'amélioration de l'efficacité opérationnelle sur le terrain, ce qui a un impact positif sur les structures notamment en termes d'image et ce qui contribue à l'amélioration des performances de ces dernières (organisations FSI et civiles).

Dans la prolongation de ces avis, la poursuite et l'approfondissement des activités de renforcement des capacités sont préconisées, ces recommandations allant jusqu'à envisager l'extension de ces activités à d'autres groupes de « populations » tels que les Conseils Villageois de Développement (CVD), les initiatives locales de sécurité. L'intervention « Police de proximité » implique déjà un certain nombre de ces groupes de « populations » dans ses activités.

1.2.2.3 Énoncé outcome 3 - Les droits sexuels et reproductifs des femmes et des jeunes filles dans la zone de Tenkodogo et Koupela sont renforcés

L'outcome 3 du portefeuille est visé par l'Intervention Santé et droits sexuels et reproductifs (SDSR). Il est mesuré à travers six (6) indicateurs dont 3 sont alignés aux indicateurs du système national de santé.

Il faut noter que pour ces indicateurs, les fréquences d'agrégation et de validation des données par le système national de santé se font avec un recul d'un trimestre. Les données de 2020 sont donc des données provisoires collectées auprès de la direction régionale de la santé du Centre-Est. Les données validées sont celles qui proviendront de l'annuaire statistique 2020 du ministère de la Santé. Ces 3 indicateurs sont:

- Taux d'accouchements assistés par du personnel médical qualifié dans la région du Centre-Est

Le taux est passé de 83,7% de la base ligne (2018) à 78,3% en 2019 et à 78% en 2020 (données provisoires).

La valeur cible en fin de projet est de 89%.

On remarque que le taux a connu une baisse de 5,4 points entre 2018 et 2019 et est resté stable entre 2019 et 2020.

- Proportion de femmes en âge de procréer (15-49 ans) de la région du Centre-Est qui utilisent des méthodes modernes de planification familiale

Le taux est passé de 17,4% de la base ligne (2018) à 22,7% en 2019 et est redescendu à 13,4% en 2020. La valeur cible en fin de projet est fixée à 28,1%.

- Nombre de couple année protection toutes méthodes confondues dans la région du Centre-Est.

Cet indicateur mesure le nombre de couples protégés par les méthodes contraceptives pendant une année. Le nombre est passé de 101.480 couples de la base ligne (2018) à 147.700 en 2019 puis à 161.640 en 2020, soit une tendance à la hausse.

D'une manière générale, pour les 2 premiers indicateurs, on constate une baisse de leurs valeurs 2020 par rapport à la base ligne. Ceci peut s'expliquer par le contexte épidémique liée à la Covid-19 qui a créé une baisse de la fréquentation des formations sanitaires mais également par les problèmes d'accès pour des raisons de sécurité. En effet, le contexte sécuritaire a conduit la fermeture de 3 centres de santé et une dizaine d'autres fonctionnent à minima ou sont inaccessibles; ce qui rend les données incomplètes.

Les 3 autres indicateurs qui ne sont pas alignés au système national de santé sont :

- Preuves d'amélioration des performances des participants (hommes/femmes) ;
- Preuves d'amélioration des performances des organisations partenaires ayant participé à une activité de renforcement des capacités ;
- Niveau de satisfaction des utilisateurs de services SDSR.

En ce qui concerne les preuves d'amélioration des performances des participants ainsi que des organisations partenaires, on citera entre autres :

En matière de renforcement du droit d'accès à l'information de qualité sur les différentes thématiques liées à la SDSR :

Plusieurs actions de sensibilisation, de communication et de mobilisation communautaire avec les groupes spécifiques ont été mises en œuvre par les partenaires recrutés à travers des marchés publics. Ces marchés relatifs à la communication pour le changement de comportement ont permis une collaboration avec 3 ONGs (ASMADE, Mwangaza Action et ABBEF).

Plusieurs résultats de cette collaboration qui a également impliqué les acteurs étatiques et associatifs de la région sont notés. En effet, 1.756.368 personnes (hommes, femmes et jeunes filles et garçons) de la région ont été touchées pour renforcer leur accès à l'information de qualité sur les différentes thématiques liées à la SDSR.

En matière de renforcement des droits des femmes et des filles à la protection contre les violences sexuelles et d'autres formes de violences et le droit à la prise en charge des victimes

Le draft d'un protocole unique multi sectoriel pour la prise en charge des victimes de VBG (violences basées sur le genre) a été élaboré. En 2021, il s'agira de le finaliser et le faire valider au niveau régional. De plus, le développement d'un modèle unique de prise en charge des violences à l'égard des femmes et des filles nécessite certaines actions déjà en cours :

- Le centre mère enfant au sein du centre médical urbain de Tenkodogo, en cours de réhabilitation, intègre les éléments suivants : une maternité, une pédiatrie, un bloc opératoire, et un espace d'accueil, d'orientation et de consultations. Ce dernier est prévu pour la prise en charge des cas de violences basées sur le genre. La fin des travaux est prévue en mars 2021.
- Un protocole et des outils de prise en charge sont en cours de développement avec une équipe multisectorielle mise en place (santé, psychosocial, police, justice et société civile).
- Une collaboration avec l'UCL et UGent à travers un ASC accompagnera le processus par une recherche-action.

En matière de renforcement des droits des femmes et des filles de bénéficier de soins de qualité dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive

Un centre de transfusion sanguine a vu le jour au Centre Est. Ce nouveau centre a nécessité un appui pour pouvoir fonctionner car peu de ressources lui ont été affectées par le niveau central.

Afin de rendre disponible le sang et ses produits pour les femmes et les enfants de la région du Centre Est, l'intervention a financé, courant l'année 2020 :

- 23 sorties de sensibilisations et de prospection pour le don de sang
- 18 missions de collecte de sang
- 4 missions de préparation et de quantification du sang
- Un atelier de formations des associations de la région à la sensibilisation et à la fidélisation au don de sang

Ces actions ont permis de collecter 1.755 poches de sang.

Dans le souci de rendre autonome ce nouveau centre et de contribuer à la qualité du sang prépositionné par le Centre Régional de Transfusion Sanguine (CRTS), un automate pour électrophorèse des protéines leur a été acquis.

En matière de renforcement du droit à l'accès géographique et financier des prestations de soins de qualité dans le domaine de la santé de la reproduction, et de la planification familiale en particulier

Comme énoncé précédemment, des progrès n'ont pas été observés en rapport avec les indicateurs de santé de la mère et de l'enfant, courant 2020. Pour pallier ces lacunes, plusieurs activités de renforcement de capacités et de système ont été réalisées pour l'année 2020 et seront consolidées en 2021.

La réponse à l'appel à la solidarité dans la réponse à la Covid-19 a mobilisé une réorientation de fonds pour appuyer le niveau national et régional, zone d'intervention, avec :

- Des formations spécifiques, à l'intention des prestataires, sur le diagnostic et la gestion des cas de Covid-19;
- L'approvisionnement en matériel et équipement de protection individuelle ;
- L'approvisionnement en matériel et équipement de prise en charge ;
- Le renforcement de la capacité en oxygène pour les structures sanitaires ;
- L'approvisionnement en médicaments pour la gestion des cas de Covid-19 ;
- La communication et l'information sur les mesures barrières.

Ces apports ont permis aux niveaux national et régional de faire face surtout que le contexte ne leur laissait pas beaucoup de marge pour répondre au problème.

Ces efforts ont également permis de renforcer l'accessibilité géographique et financier à des prestations de soins de qualité tout en préservant la capacité du système à donner les soins et les services aux populations.

1.2.2.4 Énoncé outcome 4 - Les compétences des parties prenantes du Programme de Coopération Burkina Faso - Belgique sont renforcées, en phase avec les opportunités sociales et économiques de la région du Centre-Est

L'outcome 4 du portefeuille est poursuivi par l'Intervention Formation, Etude et Expertise (Paas-panga). Quatre (4) indicateurs sont définis pour mesurer les progrès. Il s'agit :

- Taux des participants aux activités de renforcement de capacités de toutes les interventions (hommes/femmes) démontrant un changement de comportement ;
- Proportion d'individus de la région du Centre-Est de plus de 15 ans utilisant internet au cours des derniers 12 mois ;
- Preuves d'amélioration des performances des participants (hommes/femmes) ayant participé à une activité de renforcement des capacités ;
- Preuves d'amélioration des performances des organisations partenaires ayant participé à une activité de renforcement des capacités.

Le taux des participants aux activités de renforcement de capacités de toutes les interventions (hommes/femmes) démontrant un changement de comportement a été planifié pour être renseigné à mi-parcours et à la fin du portefeuille à travers une enquête quantitative.

La proportion d'individus de la région du Centre-Est de plus de 15 ans utilisant internet au

cours des derniers 12 mois est mesurée via l'étude CAP dont la phase terrain a commencé en début mars 2021. En rapport avec l'amélioration de l'accès à internet au niveau de la région, l'intervention soutient l'université de Tenkodogo avec une installation de connexion au réseau internet ainsi que des équipements informatiques (ordinateurs, projecteurs, écrans...) ; trois lycées de la région ont également bénéficié de la connexion internet et des ordinateurs), ces appuis permettront de renforcer l'accès à internet en attendant que le ministère rende la fibre optique disponible à l'université.

Pour les preuves d'amélioration des performances des participants (hommes/femmes) ayant participé à une activité de renforcement des capacités, l'approche méthodologique utilisée par l'intervention FEE est de procéder dans un premier temps à une évaluation de la progression des connaissances des participants pour chaque session de formation organisée (méthode Kirkpatrick niveau 2) puis procéder dans un second temps à une enquête post-formation 6 mois après sur l'utilisation des connaissances (Kirkpatrick niveau 3).

Selon les résultats des évaluations du niveau 2, on note une progression en termes de nouvelles connaissances acquises par participants pour l'ensemble des formations organisées par l'intervention. En effet, le taux de progression des connaissances est de 32% pour l'ensemble des formations organisées dans l'output 1, de 28,5% au niveau de l'output 2 et 46,25% au niveau de l'output 4.

Il est important de préciser que l'acquisition de nouvelles connaissances n'est pas une condition suffisante pour améliorer les performances des participants mais un passage obligé. C'est pour cela que le suivi de l'utilisation ou de l'application des connaissances acquises est organisé.

En effet, deux activités de renforcement des capacités ont fait l'objet ici d'un suivi de l'utilisation des connaissances des participants. Il s'agit des formations portant sur :

- L'approche basée sur les droits humains (ABDH) au profit des directeurs régionaux des structures déconcentrées de l'Etat et les élus locaux.

Le suivi post-formation des performances des participants en rapport avec cette formation a montré que les participants ont amélioré leur connaissance de l'ABDH (sur un score de 4, la satisfaction par rapport au niveau de connaissance est évaluée à 3,5 se situant de satisfait à très satisfait).

En ce qui concerne la satisfaction par rapport à l'utilisation/valorisation des compétences acquises par les participants, le score de satisfaction est évalué à 2,7 se situant du niveau moyennement satisfaisant à satisfaisant. On peut donc conclure que même si le niveau de connaissance de l'ABDH est jugé bon, son utilisation dans les planifications des structures est encore en début d'application. Cela pourrait s'expliquer par le fait qu'à l'issue de la formation, les structures n'ont pas appliqué la stratégie qu'ils avaient identifiée au cours de la formation pour intégrer l'ABDH dans leurs planifications. Un appui complémentaire des organisations ciblées pour la maîtrise de la planification sensible à l'ABDH reste encore nécessaire pour atteindre l'objectif visé.

- la production de ressources pédagogiques numériques pour la formation à distance au profit de 300 enseignants du supérieur.

Le suivi post-formation montre que 57% des enseignants formés ont déjà scénarisé des cours. Ce taux est de 67% pour les enseignantes et 54% pour les enseignants.

Quant à la proportion d'enseignants formés qui ont implémenté des cours en ligne avec Moodle 6 mois après la formation, le taux global est de 25% avec respectivement 22% et 26% pour les enseignantes et enseignants. Le faible taux d'implémentation des cours pourrait s'expliquer par la lourdeur au sein des administrations universitaires. Des actions complémentaires sont prévues pour accompagner l'implémentation des cours en ligne.

La leçon tirée de ces premières évaluations des performances des participants est que la qualité du choix des participants aux différentes formations est un élément déterminant pour l'atteinte des objectifs visés pour chaque formation.

S'agissant des preuves d'amélioration des performances des organisations partenaires ayant bénéficié d'un renforcement de leur capacité, l'université virtuelle du Burkina Faso (UVBF) a bénéficié d'un studio mobile. Cet équipement vise à renforcer les capacités de production de contenus pédagogiques numériques au profit des universités et instituts et écoles supérieures du pays. En effet, à la faveur de la crise du Covid-19, l'UVBF a dû développer en toute urgence des plateformes au profit du milieu académique public qui a dû passer en mode 'cours en ligne' afin de sauver l'année académique. En plus de l'acquisition du studio mobile, environ 300 enseignants du supérieur (publics et privés) ont bénéficié de formation pour numériser leurs productions pédagogiques sur la plateforme Moodle.

Les premiers feedbacks recueillis auprès des responsables de l'UVBF font état d'une grande amélioration de leurs performances en lien avec la formation à distance. Une collecte beaucoup plus détaillée d'informations sera faite en 2021 sur les preuves d'amélioration des performances pour toutes les organisations appuyées.

1.3 Performance du portefeuille

1.3.1 Performance des interventions

Interventions du portefeuille pays	Pertinence		Efficacité		Efficience		Durabilité	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
Intervention 1-Entrepreneuriat	A	A	B	B	B	B	B	A
Intervention 2-Police de proximité	A	A	B	A	B	B	C	B
Intervention 3-SDSR	A	A	A	A	B	B	A	A
Intervention 4-FEE	A	A	B	A	B	B	A	A

1.3.2 Analyse de la performance du portefeuille pays

Pertinence : la pertinence du portefeuille reste la même qu'au moment de sa formulation. En effet, le portefeuille est toujours clairement ancré dans les politiques nationales du Burkina Faso et reste en phase avec les plans locaux de développement (plan régional de développement du Centre-Est et plans communaux de développement). Il reste donc extrêmement pertinent par rapport aux besoins des groupes cibles.

Au niveau de l'intervention Entrepreneuriat, en 2019 alignement avec les politiques sectorielles et priorités locales. En 2020 approfondissement de la connaissance du contexte pour orienter les choix opérationnels grâce aux études ciblées (adéquation offre/demande services financiers, étude de marché attiéké et engrais, emploi-formation), inventaire

infrastructures et mission sur les stratégies environnementales locales. Montage des dossiers CSub et MP en conséquence.

Ajustements dans la logique d'intervention (niveau activités) après concertation avec les partenaires et pour prendre en compte les implications économiques liées à l'évolution du contexte sécuritaire et sanitaire. Ajout d'une activité d'aménagements hydro-agricoles et pastoraux à travers un dossier de CSub.

La sécurité est un idéal recherché par tous, que ce soit en temps de paix comme en temps de crise, mais certainement plus en temps de crise sécuritaire. La situation sécuritaire restant préoccupante malgré une certaine stabilisation, la police de proximité qui vise la co-production de la sécurité par le biais du rapprochement entre Forces de sécurité intérieure et populations, reste d'actualité.

L'intervention SDSR s'aligne également avec l'objectif stratégique 2.1 du PNDES 2016-2020 qui est de promouvoir la santé des populations et d'accélérer la transition démographique.

L'intervention FEE reste pertinente. En effet, les défis de développement du pays et la région du Centre-Est en particulier sont importants et les acteurs impliqués dans la mise en œuvre des actions de développement et particulièrement les acteurs publics disposent généralement de capacités insuffisantes. Une intervention FEE qui intervient pour le renforcement des capacités des acteurs, permet d'améliorer la performance de ses groupes cibles

La logique d'intervention du portefeuille est claire et bien structurée. La logique verticale est cohérente et les objectifs restent réalisables. Les indicateurs sont appropriés, les risques et hypothèses sont clairement identifiés et gérés.

Les interventions du portefeuille ont réussi à s'adapter et à développer, avec l'appui des différentes parties prenantes, des activités ainsi que des stratégies dans un contexte marqué par la COVID 19 et la crise sécuritaire au Centre Est afin d'atteindre les objectifs fixés.

Efficacité : On note que la mise en œuvre du portefeuille se fait de manière efficace. En effet, sur les 4 interventions, 3 ont été évaluées au score A et une seule en B alors qu'en 2019 c'était l'inverse.

Pour l'intervention Entrepreneuriat, de nombreuses activités avaient observé du retard dans leur mise en œuvre en 2019. Au stade actuel, le retard initial est résorbé et toutes les activités initialement prévues en année 1 et 2 ont démarré, avec notamment la conclusion des partenariats pour l'appui à la mise en œuvre de l'intervention.

En dépit de la crise liée au Covid-19 et face à l'insécurité dans certaines zones du portefeuille, les interventions ont développé des initiatives qui leur ont permis de mener plusieurs activités à l'échelle des 3 provinces de la région.

Au regard de cette grande capacité d'adaptation des interventions, la dynamique actuelle dans la mise en œuvre du portefeuille laisse percevoir une grande probabilité de réalisation des outcomes en termes de qualité et de couverture.

Efficience : L'efficience a été évaluée au score B pour toutes les 4 interventions aussi bien en 2019 qu'en 2020. Il faut cependant noter que comparativement à la première année, d'énormes progrès ont été enregistrés. En effet, s'agissant de la performance opérationnelle en 2020, le taux de déboursement sur le portefeuille bilatéral est de 99% (9,94 M€ dépensés sur 10,04 M€ planifiés). Cette performance opérationnelle doit être jugée positive au regard de l'évolution du contexte en 2020 (crise sanitaire liée à la Covid-19 notamment).

La plupart des inputs (finance et RH notamment) sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. L'intervention

Entrepreneuriat s'est renforcée en staff avec le recrutement de trois experts sectoriels thématiques (1 expert international infrastructure, et 2 experts nationaux : aménagement hydroagricole et financement). Cependant, le départ de l'IM a été enregistré en fin octobre 2020. Le remplacement de ce dernier a été anticipé et la fonction a été de nouveau comblée en février 2021.

Quant aux activités, la plupart se réalisent dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs en termes de qualité, de couverture et de timing.

Durabilité: un travail d'ancrage institutionnel a été mené en première année du portefeuille. Le portefeuille bénéficie donc d'un degré d'appropriation élevé de la part des groupes cibles et des partenaires publics et privés.

Le Comité d'Orientation et de Coordination (COC) est fortement impliqué à tous les stades de la mise en œuvre et s'engage à contribuer à la production et à l'utilisation des résultats. 2 réunions du COC organisées en 2020 (février et octobre) conformément aux textes réglementaires.

En outre le portefeuille bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions nationales et belges (Comité Paritaire Mixte de Concertation). 1 réunion du CPMC organisée en mai 2020 par visio conférence conformément aux textes réglementaires.

La place (très importante) accordée aux partenaires publics dans la mise en œuvre du portefeuille via les protocoles de collaboration signés avec les ministères partenaires ainsi que des accords de subside est un gage de renforcement des capacités institutionnelles et de gestion de ceux-ci. Le Ministre de la Sécurité est intervenu afin de faciliter notre collaboration avec la direction de la police de proximité (DPP) à la suite de blocages récurrents. En plus de cela, le Ministre a désigné un point focal pour faciliter la mise en œuvre de l'intervention.

Les solutions privilégiées sont celles qui visent, à terme, la prise en charge des coûts récurrents par les bénéficiaires et/ou leurs prestataires de services. Les contributions financières sont destinées à soutenir les bénéficiaires dans l'accès initial à certains services ou à orienter les clients vers des biens et services innovants, ou encore à renforcer les capacités des acteurs par l'action directe.

1.3.3 Thèmes prioritaires

1.3.3.1 Environnement et changement climatique

La thématique environnementale est centrale au niveau de l'intervention Entrepreneuriat. En effet, au total 3 Csub ont été signées avec l'association route Nubienne (AVN), CEAS Suisse et le Programme National Biodigesteur (PNB) d'un montant total de 2 millions d'Euros afin de faciliter respectivement l'installation d'entreprises dans le secteur de l'habitat à faible impact environnemental, la promotion des énergies renouvelables et la valorisation des déchets.

L'appui de l'intervention permettra non seulement la création de nouvelles entreprises ou leur diversification, mais également la diffusion d'innovations dans le domaine de l'habitat, de l'énergie ou de la gestion de l'eau, contribuant à l'adaptation ou à la mitigation des effets du changement climatique, ou encore à la réduction de l'impact négatif sur l'environnement des activités humaines dans la région.

Dans le même registre, le désenclavement des zones rurales avec la **méthode HIMO** permet de réduire sensiblement les solutions techniques dépendantes de l'énergie fossile. La main d'œuvre locale remplace les équipements mécanisés en phase de réalisation mais aussi d'entretien des infrastructures.

La proposition d'élargir le spectre des infrastructures aux **aménagements hydro-agricoles** répond à des exigences économiques des populations rurales mais aussi à leur adaptation aux changements climatiques.

1.3.3.2 Genre

Au cours de l'année 2020, les principales actions de prise en compte du genre dans le portefeuille peuvent être déclinées comme suit :

Au niveau de l'Entrepreneuriat : intégration de mesures spécifiques **dans les lignes directrices** des appels à propositions (les quotas, l'analyse de leur accès/contrôle des ressources et de leur présence dans les instances décisionnelles, les mécanismes de leadership féminin, la prise en compte des contraintes spécifiques des femmes dans les chantiers HIMO ou dans l'accès au financement et au foncier).

Au niveau de Police de proximité : mise en place de groupes de travail et de réflexion composés de femmes (civiles et FSI) à l'échelle régionale, provinciale et communale pour mener des analyses sur le rôle des femmes FSI et sur la collaboration entre femmes civiles et FSI dans la mise en œuvre de la police de proximité.

Au niveau de SDSR : une étude CAP genre et socio-anthropologique, qui est en cours à l'échelle de tout le portefeuille (sous le lead de SDSR), permettra à terme aux interventions de mieux comprendre les normes et valeurs socio-culturelles qui déterminent l'accès des femmes, des jeunes et des adolescents à leurs droits sexuels et reproductifs, l'utilisation des services, la prise de décisions et ainsi que tout autre aspect contribuant à la jouissance des droits aux femmes, aux hommes, aux jeunes filles et aux garçons.

La mise en place (en cours) d'un centre unique de prise en charge des victimes de VBG.

Au niveau de FEE : au cours des actions de renforcement des capacités, les besoins spécifiques des femmes et des filles ont été pris en compte afin d'optimiser leur participation (mobilisation des monitrices/moniteurs pour la garde des enfants).

En outre, afin d'outiller les journalistes de la région sur la prise en compte du genre dans le traitement de l'information, des modules spécifiques leur ont été administrés.

1.3.3.3 Digitalisation

Pour l'intervention FEE, la digitalisation au service du développement est un axe central et un résultat y est d'ailleurs consacré. Cette intervention joue un rôle transversal en matière de valorisation du numérique à l'échelle du portefeuille. La vision est de contribuer à développer des approches durables et simples pour faciliter le processus de développement. Plusieurs initiatives ont été développées au cours de l'année 2020.

De manière spécifique sur l'intervention FEE : une dynamique de formation des jeunes (60 déjà formés) de la région du Centre-Est est en cours dans différents domaines liés au numérique (maintenance d'équipements informatiques et de smartphone, initiation au marketing digital).

Par ailleurs, en lien avec la réponse d'Enabel à la crise du Covid-19, les actions ci-après valorisant le numérique ont été menées :

- des imprimantes 3D ont été acquises pour soutenir les acteurs dans leurs efforts de production de supports de protection et accessoires pour les respirateurs ;
- des capsules vidéos ont été réalisées pour la communication sur le Covid-19,

- l'aménagement d'une salle équipée à la direction générale en charge du développement du numérique (DGDI) pour le monitoring de la pandémie,
- l'appui à l'acquisition d'un studio mobile au profit de l'UVBF pour le développement de l'enseignement à distance.

En synergie entre l'intervention FEE et les autres interventions du portefeuille :

Synergie complémentarité	et	Actions de synergie valorisant le numérique
Entrepreneuriat et FEE		<ul style="list-style-type: none"> - L'organisation d'une étude sur la digitalisation dans la région du Centre-Est. - L'organisation de sessions de formations sur l'entrepreneuriat digital au profit des jeunes de la région du Centre-Est
SDSR et FEE		Une collaboration est en préparation entre SDSR-FEE en partenariat avec l'université virtuelle du Burkina Faso (UVBF) pour appuyer à développer leur initiative de télémédecine.
Police de proximité et FEE		L'intervention Police de proximité a bénéficié d'un appui de FEE pour la mise en place d'une plateforme en ligne pour les forces de sécurité. Cette plateforme vise à fournir des manuels d'instructions en ligne aux FSI sur comment réagir face à des situations spécifiques données.

Autres domaines de valorisation du digital :

- **E-money** : le e-money a été activé en fin 2020 pour les paiements électroniques des participant-e-s à nos événements en vue de mieux sécuriser les ressources au regard du contexte sécuritaire et de la volonté des autorités burkinabè de promouvoir des paiements électroniques. L'approche reste pertinente mais il nous faut encore beaucoup de sensibilisation à l'endroit de nos partenaires pour son adoption car de la résistance/réticence est encore observée face à cette nouvelle technologie de paiement.
- **Collecte numérisée des données pour le M&E** : débuté en Q3 2020, la collecte numérisée des données via la plateforme libre Kobotoolbox a été rapidement maîtrisée par le M&E Officer avec l'appui de l'Expert Junior en digitalisation et donne des résultats très satisfaisants du point de vue gain de temps, adaptabilité au contexte sécuritaire et sanitaire et la qualité des données.

1.3.3.4 Emplois décents

La thématique de l'emploi décent est prise en compte uniquement dans l'intervention Entrepreneuriat.

La part de l'informel dans l'économie de la région est estimée à 85%. La formalisation des entreprises permet l'accès à plus de services et met les entreprises en condition de payer des impôts et de régulariser les employés au niveau de la sécurité sociale. Le secteur informel de son côté est le plus grand pourvoyeur d'emploi, quoiqu'il s'agisse le plus souvent d'emploi mal rémunéré et instable. L'intervention cible des entreprises formelles pour certains types d'appuis, dans le but de stimuler la création d'emplois décents. Par ailleurs, le secteur

informel bénéficie d'accompagnement (dispositif de coaching et de formation), des investissements structurants (infrastructures économiques) et de l'amélioration des services financiers afin d'opérer leur transition vers le marché formel. L'ensemble du dispositif de renforcement des capacités des entreprises aussi bien formelles qu'informelles a pour but de stimuler la création d'emplois décents pour les jeunes et les femmes.

Le thème du travail décent est central et très concret dans l'appel à propositions pour la mise en œuvre des activités **HIMO** : le partenaire de mise en œuvre veille à ce que les conditions de travail et la sécurité des travailleurs/euses dans les chantiers soient conformes et que les acteurs locaux profitent de l'expérience pour se familiariser avec les concepts.

1.4 Synergies et complémentarités

1.4.1 Synergies et cohérence stratégique du portefeuille

La recherche de synergies et de la cohérence stratégique entre les 4 interventions guident la mise en œuvre du portefeuille. Au stade actuel de mise en œuvre, les différents niveaux de synergies et de complémentarités sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Synergie et complémentarité	Actions de synergie et complémentarité
Interventions Entrepreneuriat, Police de proximité, SDSR et FEE	<p>Une collaboration entre les 4 interventions sur la réalisation des études CAP et socio-anthropologique, initialement prévues pour l'intervention SDSR mais vue par après comme une opportunité pour conduire des études globales sur le portefeuille entier.</p> <p>Ces études visent à aider les équipes à identifier les facteurs de blocage et les potentiels leviers pour contribuer aux changements, et en particulier aux progrès vers l'égalité entre hommes et femmes. Elles devraient également contribuer à renseigner certains indicateurs de résultats des 4 interventions.</p> <p>Une collaboration pour la formulation et la mise en œuvre de la réponse d'Enabel BFA à la crise sanitaire à la COVID-19. L'intervention SDSR a pris le lead dans la formulation de la réponse pour le pays partenaire et a collaboré avec les 3 autres interventions pour maximiser la réponse donnée.</p>
Entrepreneuriat et FEE	<p>Trois collaborations entre les interventions Entrepreneuriat et FEE ont concerné :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la conclusion d'une convention de subside avec le CEDRES de l'université Ouaga 2 pour le déploiement de l'étude du Global Entrepreneurship Monitoring (GEM) au Burkina Faso, une étude à double finalité : elle contribue à la mesure des changements dans la région du Centre-est en termes de dynamique entrepreneuriale et en même temps elle sert à stimuler, au niveau des décideurs, la prise en compte des aspects qualitatifs dans l'évolution du contexte de l'entrepreneuriat ;

	<ul style="list-style-type: none"> - l'organisation d'une étude sur la digitalisation dans la région du Centre-Est ; - l'organisation de sessions de formations sur l'entreprenariat digital au profit des jeunes de la région du Centre-Est ; - l'appui à l'élaboration des référentiels de formation et de compétences en entreprenariat.
SDSR et Police de proximité	Une collaboration pour la mise en place d'un Centre unique de prise en charge des victimes de VBG dans la région du Centre-Est. La collaboration porte sur la réhabilitation du bâtiment devant abriter le centre ainsi que dans le processus d'élaboration du protocole unique et multisectoriel pour la prise en charge des victimes de VBG.
SDSR et FEE	Une collaboration entre SDSR-FEE en partenariat avec l'université virtuelle du Burkina Faso (UVBF) pour appuyer à développer leur initiative de télémédecine. FEE se chargera de toute la partie renforcement des capacités et SDSR de la partie opérationnalisation pilote.
Police de proximité et FEE	<p>Une convention de subside unique a été mise en place entre Police de proximité et FEE avec le partenaire Africalia pour la mise en place d'activités culturelles pour le renforcement des capacités et d'activités de communication pour le renforcement de la collaboration entre force de sécurité intérieure (FSI) et population.</p> <p>L'intervention Police de proximité a bénéficié d'un appui de FEE pour la mise en place d'une plateforme en ligne pour les forces de sécurité. Cette plateforme vise à fournir des manuels d'instructions en ligne aux FSI sur comment réagir face à des situations spécifiques données.</p>

Ce tableau reprend le rôle de l'intervention FEE dans l'approche intégrée du portefeuille à travers des actions de formation, d'études ainsi que la valorisation du D4D.

1.4.2 Synergies et complémentarité avec les projets pour tiers

L'expertise d'Enabel a été sollicitée dans la collaboration avec LuxDev, en mobilisant un financement de 500.000 euros, pour pouvoir formuler et mettre en œuvre une nouvelle réponse d'Enabel à la Covid-19 à travers l'intervention BFA20001-Appui au renforcement du système de santé dans le cadre de la riposte à la crise sanitaire liée au Covid-19 sur la période du juin 2020 à février 2021.

Des synergies ont été mises en place entre l'intervention Police de proximité et le projet BFA19008-STABEST notamment en matière d'échanges d'expériences portant entre autres sur les spécifications techniques en matière d'achat de matériel et de développement d'un

réseau de contacts (partage des contacts). Par ces synergies, il est question d'assurer la cohérence dans la mise en œuvre des activités entre les projets portant sur la sécurité.

1.4.3 Autres synergies et complémentarités

Avec les acteurs belges : 4 conventions de subside ont été signées dans le cadre de l'intervention Entrepreneuriat dont deux (2) conventions avec les ONG SOS Faim et TRIAS pour l'appui à la facilitation des relations entre les acteurs des chaînes de valeurs agricoles, une (1) convention avec le consortium Rikolto, SOS-Faim et TRIAS pour l'appui à l'opérationnalisation du fonds d'aide à l'investissement et une (1) convention avec VSF pour un appui à l'intermédiation sociale à la réalisation des infrastructures socioéconomiques.

Pour l'intervention Entrepreneuriat : une collaboration tripartite (GIZ-MEBF-Enabel) assortie d'une convention de subside avec la maison de l'entreprise (MEBF) pour la mise en place d'un dispositif de coaching de 200 PME dans la région du Centre-Est à travers la démarche du SMELoop initiée par GIZ et déjà testée dans l'Ouest du Burkina Faso.

Dans le domaine de l'entrepreneuriat féminin, l'intervention apporte un appui au Centre d'Incubation Féminin en Entrepreneuriat Agricole de Tenkodogo (CIFEA) via un subside avec la MEBF. Le CIFEA qui a été mise en place en 2017 dans le cadre d'un projet financé par la CEDEAO, le NEPAD et le Fonds Espagnol était en phase de clôture. Cet appui permet au Centre d'accompagner une nouvelle cohorte de femme et d'améliorer son modèle économique de pérennisation.

Pour l'intervention SDSR : La collaboration avec le programme « Accélération de la réalisation des droits en matière de santé sexuelle et de la reproduction au Burkina Faso 2016-2018 », financé par la coopération belge auprès du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) a été orientée vers une consolidation et une pérennisation de la plateforme de communication et d'information QG Jeune. Les discussions avec l'UNFPA en vue d'une convention de subside sont encore en cours pour éventuel accord.

Pour l'intervention FEE : Le programme Wehubit soutient 3 projets au Burkina Faso (dont 1 sur la région des 3 pays Burkina Faso, Mali, Niger). Wehubit vise à mettre des projets de digitalisation à l'échelle. Dans le cadre de son projet « Santé communautaire et technologies de l'information et de la communication au Burkina Faso », des échanges ont eu lieu avec l'équipe du GRET (partenaire de mise en œuvre) et celle de FEE au cours d'un atelier de validation des messages liés à la formation continue des agents de santé à base communautaire (ASBC) à travers une application numérique. Ce projet est fortement lié au premier résultat de l'intervention FEE sur le D4D.

1.5 Principaux constats, risques et opportunités

1.5.1 Dialogue politique (Policy dialogue)

Au cours de la période, Enabel a participé à 4 cadres sectoriels de dialogue (CSD) : Transformations industrielles et artisanales (TIA) ; Défense et Sécurité ; Environnement, eau et assainissement (EEA) ; et Travail, emploi et protection sociale (TEPS) à travers son sous-groupe genre.

Dans le contexte local, Enabel est membre du cadre de concertation régional (CCR) qui regroupe les acteurs au développement.

Avec l'avènement du Covid-19, les mesures restrictives prises par le gouvernement n'ont pas favorisé le respect de la régularité dans la tenue de ces cadres.

Comme évoqué dans le rapport de 2019, une des difficultés majeures rencontrées par ces cadres demeurent le suivi de la mise en œuvre des recommandations formulées. Avec l'accroissement du portefeuille pays ainsi que l'enregistrement des premiers résultats des interventions, l'ambition d'Enabel pour 2020 est d'assurer une présence active dans au moins 5 CSD.

1.5.2 Expertise

Le renforcement des équipes s'est poursuivi en 2020 en vue d'accélérer la mise en œuvre du portefeuille et accroître la performance opérationnelle. Ainsi, un staff additionnel de 6 agents a été mobilisé dont 4 nationaux (2 experts pour Entrepreneuriat, 1 acheteur public et 1 gestionnaire logistique et achats) et 2 internationaux (1 expert pour Entrepreneuriat et 1 CPM).

Cependant, 2 départs ont été enregistrés (l'IM Entrepreneuriat en fin octobre 2020 et le CPM en décembre 2020). Il faut noter que depuis le démarrage du portefeuille, le poste de CPM n'a été occupé que seulement 4 mois (de fin juillet à fin novembre 2020) ce qui a des répercussions majeures dans l'organisation de la Représentation. Ce gap a été comblé par le Resrep avec l'appui de la Conseillère stratégique et du M&E Officer.

Les recrutements en vue du remplacement des départs ont été anticipés. Ce qui a permis de mobiliser une nouvelle IM pour Entrepreneuriat qui a pris fonction en février 2021. Pour le CPM, le processus de recrutement est plus aléatoire et aucune solution n'a pas été trouvée pour garantir un appui au BKF avant l'arrivée du nouveau CPM. C'est évidemment une contrainte majeure pour les personnes en place.

Au titre des missions de backstopping, en raison de la pandémie du Covid-19, une (1) seule mission EST a été enregistrée au mois de février 2020 sur l'intervention Entrepreneuriat. Toutefois des appuis à distance (ponctuels) d'EST se sont poursuivis pour soutenir la mise en œuvre des interventions.

1.5.3 Modalités de partenariat et opérationnelles

1.5.3.1 Modalités de partenariat

Le renforcement du staff a permis de réduire les délais de traitement des dossiers de contractualisation. Ce qui a permis d'accroître la performance opérationnelle du portefeuille. En effet, les montants cumulés engagés (2019-2020) pour mobiliser l'expertise externe via les partenariats s'élèvent à **18,8 M€** dont **4,86 M€** en marchés publics (pour 59 marchés) et **13,94 M€** en conventions de subside (pour 21 conventions). Le tableau ci-après donne les détails sur les montants engagés et le nombre de contrats conclus en fonction des modalités de passation (marchés publics, conventions de subside).

- Pour les Marchés Publics

En termes de montant des marchés

Montant	En cours de passation	En exécution	Total
BKF1803011-SDSR	190.000	1.251.835	1.441.835
BKF1803111-PolProx	769.780	841.943	1.611.723
BKF1803211-Entrepreneuriat	100.000	1.170.175	1.270.175
BKF1803311-FEE	50.000	489.123	539.123
Total	1.109.780	3.753.076	4.862.856

En termes de nombre de marchés

Nombre	En cours de passation	En exécution	Total
BKF1803011-SDSR	2	17	19
BKF1803111-PolProx	4	11	15
BKF1803211-Entrepreneuriat	1	12	13
BKF1803311-FEE	1	11	12
Total	8	51	59

- Pour les Conventions de Subsidés

En termes de montant des conventions

Montant	En cours de passation	En exécution	Total
BKF1803011-SDSR	300.000	370.726	670.726
BKF1803111-PolProx	-	99.874	99.874
BKF1803311-FEE	-	153.776	153.776
BKF1803211-Entr (octroi direct)	600.000	2.520.000	3.120.000
BKF1803211-Entr (AàP)	2.200.000	7.700.000	9.900.000
Total	3.100.000	10.844.376	13.944.376

En termes de nombre de conventions

Montant	En cours de passation	En exécution	Total
BKF1803011-SDSR	0	3	3
BKF1803111-PolProx	0	1	1
BKF1803311-FEE	0	2	2
BKF1803211-Entr (octroi direct)	1	6	7
BKF1803211-Entr (AàP)	1	7	8
Total	2	19	21

Situation des ASC : (2019-2021) : 2 ASC en préparation (164 000 €) + 1 ASC en exécution (57 955 €) pour BKF1803011-SDSR

1.5.3.2 Modalités opérationnelles

En 2020, le protocole de collaboration a été signé avec le ministère de la sécurité dans le cadre de l'intervention Police de proximité, ceux des 3 autres interventions avaient été signés en 2019. La mise en œuvre des protocoles facilite grandement la mobilisation des acteurs (publics et privés) de chaque intervention, tant au niveau central que déconcentré et décentralisé autour des objectifs du portefeuille et à la recherche de solutions aux contraintes opérationnelles.

En ce qui concerne les instances de gouvernance du portefeuille, 2 sessions du Comité d'Orientation et de Coordination (COC) ont été tenues (en février et octobre 2020).

Par ailleurs, une session du Comité mixte paritaire s'est tenue de manière virtuelle au mois de mai 2020.

Ces instances ont permis non seulement de présenter et de discuter l'état d'avancement du portefeuille mais aussi de valider les propositions de réorientation stratégique formulées dans le rapport annuel de 2019. Ces validations ont été la première étape du processus ayant abouti à la signature des 3 avenants portant adaptation et modification du portefeuille (Cf. point 3 ci-dessous).

1.6 Gestion des risques

Trois (3) de risques sont suivis à savoir : "Operational risk", "Operational Risk Global" et "Development Risk".

Operational risk : on parle de risque opérationnel lorsque le taux de décaissement de l'année est inférieur à 90%. La planification financière de 2020 du portefeuille bilatéral a été respectée. En effet, le taux de décaissement global du portefeuille est de 99% avec **10,04 M€** planifiés pour **9,94 M€** dépensés. Les taux de décaissement par intervention se présentent comme suit: Entrepreneuriat (106%), POLPROX (107%), SDSR (72%), FEE (100%) et Expertise portefeuille (104%). Seule l'intervention SDSR a eu un taux de décaissement inférieur à 90% mais le risque opérationnel est maîtrisé – sachant que les dossiers qui n'ont pas pu être finalisés comme prévu en 2020, le seront dans les prochains mois.

Le risque opérationnel a pu être maîtrisé grâce :

- au renforcement des équipes ;
- à une bonne planification financière ;
- une meilleure appropriation des procédures de contractualisation par les équipes d'intervention et des équipes support ;
- un bon niveau de suivi des interventions par la Représentation.

Operational Risk Global : Le risque opérationnel global mesure la probabilité qu'une intervention ne puisse pas décaisser 90% de son budget à la fin de l'intervention. Pour l'instant ce risque a été estimé faible en ce qui concerne le portefeuille bilatéral.

Development Risk : Les risques de développement concernent l'ensemble des facteurs susceptibles d'influencer négativement l'atteinte des objectifs de développement d'une intervention. Trois risques majeurs de développement ont été identifiés et planifiés au niveau du portefeuille. Il s'agit de :

- *R01/BFA19P001 - Détérioration de la situation sécuritaire par la présence de groupes armés et des conflits inter communautaires dans la région du Centre Est (principalement dans la province du Koulpélogo) ;*

Les actions de mitigation planifiées depuis le démarrage du portefeuille et mises en œuvre pour faire face au risque sécuritaire sont :

- ✓ un responsable logistique/sécurité a été recruté et est opérationnel ;
- ✓ un plan de sécurité est appliqué;
- ✓ une formation en sécurité a été organisée à l'endroit du personnel, du staff des partenaires de mise en œuvre et au profit des prestataires de services ;
- ✓ la gestion des mouvements et l'analyse sécuritaire sont assurées au quotidien et des capacités de communication autonome ont été mis en place (via l'utilisation de téléphones satellitaires) ;
- ✓ le transfert du bureau opérationnel (de Ouagadougou) dans un quartier plus sûr ;
- ✓ un point sécurité est fait de manière hebdomadaire lors de la réunion de coordination ;
- ✓ un groupe WhatsApp est créé et tout le staff reçoit des messages d'alerte en temps réel sur l'évolution de la situation sécuritaire et sociopolitique du pays.

- *R04/BFA19P001 - Présence de populations déplacées dans la zone d'intervention du programme avec un impact sur la durabilité de certaines activités.*

L'action de mitigation formulée pour adresser ce risque était de prendre en compte certains besoins spécifiques des personnes déplacées et des populations hôtes au regard de la dégradation de la situation sécuritaire et socio-économiques. Pour cela, une demande a été formulée dans la Note d'Analyse du portefeuille (2019) en vue de la validation de [Rapport 2020 Portefeuille Burkina Faso – NN2050 - BKF1702911](#)

L'opportunité d'utiliser une partie de la réserve du portefeuille pays pour mieux intégrer le Nexus HDP au sein des interventions du portefeuille. Pour faire suite à cette demande, une étude sur l'intégration de fragilité a été organisée en fin Q4 2020 et les résultats ont été rendus disponibles en février 2021. La formulation des actions à intégrer dans les interventions du portefeuille est en cours pour un budget estimé à 5 M€.

- R05/BFA19P001 - Mauvaise perception par les groupes armés de la présence d'Enabel dans la zone du programme du fait de ses actions de renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité (FDS)

Comme action planifiée pour adresser ce risque, il s'agissait d'adapter les stratégies d'intervention et de communication au contexte sécuritaire et d'assurer la mise en œuvre de manière stricte du plan de sécurité de Enabel.

En plus de cela, une analyse sur l'accès et les modalités d'intervention d'Enab a été octroyée à un consultant externe en décembre 2020. Le rapport final est attendu au 31 mars 2021.

2 Suivi budgétaire

Au 31 décembre 2020, les dépenses cumulées sur le portefeuille s'élèvent à 11,8 M€, soit environ 27% de taux de décaissement pour un délai consommé de 40% (2 ans sur les 5 ans).

Une forte dynamique a été mise en place en 2020 pour atteindre les résultats prévus et ce sera également le cas en 2021 sachant que le taux de décaissement doit/devrait atteindre au minimum 60% à fin 2021.

Le tableau suivant donne les détails sur les taux d'exécution globale par intervention.

Code Intervention	Nom court	Budget	Dépenses cumulées 2019+2020	Taux d'exécution globale en fin 2020
BKF1803011	SDSR	5.800.000	1.506.362	26%
BKF1803111	POLPROX	6.800.000	1.528.567	22%
BKF1803211	Entrepreneuriat	20.400.000	5.507.439	27%
BKF1803311	FEE	4.000.000	1.474.158	37%
BFA20004	Santé Riposte COVID-19-DGD	2.000.000	0	0%
BKF1702911	Expertise portefeuille	5.400.000	1.784.927	33%
Total Portefeuille	Total Portefeuille	44.400.000	11.801.453	27%

3 Modifications apportées au portefeuille pays

Les principaux besoins de modification identifiés lors du rapportage annuel de 2019, soumis au COC de février 2020 puis au comité mixte paritaire de mai 2020 et mis en œuvre sont :

Avenant 1: Adaptations de l'output 4 de l'intervention Entrepreneuriat et le transfert de 15% de ses ressources aux interventions Police de proximité et Santé et droits sexuels et reproductifs

- **Adaptations de l'output 4 de l'intervention Entrepreneuriat par intégration d'une nouvelle activité « 4.7 Aménagements hydro-agricoles et pastoraux »**

A cette nouvelle activité ont été attribués 2,2 M€ destinés à l'aménagement de bas-fonds (10 à 15 unités) et la réalisation de boullis, puits ou forages pastoraux (20 unités). Les budgets pour les autres infrastructures ont été revu à la baisse: 2,5M€ au lieu des 3,5M€ initialement prévus pour les pistes en HIMO (soit environ 60 km de pistes à réaliser au lieu de 100 km) ; 2 M€ au lieu de 3,2 M€ pour les infrastructures communales et intercommunales (ouvrages complémentaires aux pistes rurales, infrastructures marchandes).

- **Transfert de 15% des ressources de l'intervention Entrepreneuriat aux interventions Police de proximité et Santé et droits sexuels et reproductifs**

15% du budget de l'intervention Entrepreneuriat (3,6 M€) a été transféré aux interventions Police de proximité (1,8 M€) et Santé et droits sexuels et reproductifs (1,8 M€). Ce transfert vise non seulement à renforcer les actions de ces 2 interventions mais aussi de réduire les risques d'absorption budgétaire sur l'intervention Entrepreneuriat.

Avenant 2: Transfert de 1 M€ de la réserve du portefeuille à l'intervention 2 BKF 1803101- Renforcement de la sécurité dans le Centre-Est – Appui à la police de proximité

L'orientation visée demeure toujours de renforcer la sécurité dans la région du Centre-Est à travers la mise en œuvre de la police de proximité. Pour tenir compte de l'évolution de la situation sécuritaire de la région, l'avenant a consisté à renforcer les capacités d'accueil au sein des postes des FSI, veiller à une plus grande cohérence régionale dans la mise en œuvre des plans locaux de sécurité et adapter quelques actions par rapports à certains publics cibles spécifiques (femmes, jeunes, anciens détenus, ...).

Avenant 3: Transfert de 2 M€ de la réserve du portefeuille pour la création d'une nouvelle intervention de réponse de Enabel à la crise sanitaire liée au Covid-19

Ainsi une nouvelle intervention BFA 20004-Appui au renforcement du système de santé dans le cadre de la riposte au Covid-19 a été créée pour 18 mois (janvier 2021 à juin 2022) avec pour objectif de renforcer les capacités de prévention, de diagnostic et de l'offre de services de qualité dans les structures sanitaires partenaires.

Outre ces 3 avenants, d'autres modifications ont été apportées au portefeuille en termes d'ajout de nouveaux partenaires de mise en œuvre au profit de l'intervention Entrepreneuriat. Il s'agit :

Association professionnelle des services financiers décentralisés (APSFDF) : La mise en place d'un fonds de garantie pour les investissements des PME (activité 2.2 de l'intervention) a fait l'objet d'analyse sur l'orientation de l'instrument et de la modalité de mise en œuvre. Il était initialement prévu de placer le fonds au niveau du ministère des

Finances, avec une gestion par la Société financière de garantie interbancaire du Burkina (SOFIGIB). Ce montage s'inspirait de ce que la coopération danoise avait envisagé dans le cadre du Programme de croissance économique du secteur agricole, mais il s'est avéré peu adapté aux besoins des entreprises et des Institutions de microfinance (IMF) actives dans la région du Centre-Est.

Institut de l'environnement et de recherches agricoles (INERA) : Lors de la préparation de l'appel à proposition sur les chaînes de valeur, le constat a été fait que l'amélioration de la qualité de certains produits (arachide, maïs et manioc) devrait passer forcément par la mise à disposition de semences améliorées aux producteurs locaux. Le seul partenaire en mesure d'intervenir dans ce domaine avec efficacité est l'Institut de l'environnement et de recherches agricoles (INERA) d'où la proposition de l'intégrer comme partenaire pour une convention de subside en octroi direct. Une convention a été conclue avec l'INERA à cet effet.

Ministère de la jeunesse et de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes : La réforme qui a conduit le ministère de la jeunesse et de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes (MJPEJ) à sa réorganisation interne en 2019 a ouvert des opportunités de collaboration intéressantes, notamment en matière de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes. Ce partenariat permettrait de valoriser les expériences au niveau régional pour une prise en compte au niveau des politiques sectorielles et de leur application sur toute l'étendue du territoire. Une convention de subside a donc été signée avec l'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi (ANPE).

Programme national biodigesteurs (PNB) : En matière de soutien des entreprises dans le domaine de l'économie verte, Enabel a proposé de travailler avec le Programme national biodigesteurs (PNB) en direct, via une convention de subside en octroi direct, afin de valoriser les importants acquis de ce programme dans la région du Centre-Est où il intervient marginalement. Ce qui a permis la signature d'une convention de subside avec le PNB.

4 Leçons apprises

4.1 Leçons apprises d'ordre institutionnel, stratégique, organisationnel

Au niveau institutionnel et stratégique

La vision sur l'adaptation et la modification du portefeuille à travers les 3 avenants ont permis d'adresser les besoins prioritaires des populations. En effet, l'adaptation de l'output 4 de l'intervention Entrepreneuriat à travers l'intégration de nouvelles actions (aménagements hydroagricoles et pastoraux) permet de prendre en compte les besoins des producteurs agricoles et des éleveurs. En outre, l'augmentation du budget de l'intervention Police de proximité permet l'acquisition de besoins en équipements des postes (polices et gendarmeries) pour un meilleur service auprès des populations.

Au niveau organisationnel

L'absence d'un CPM a démontré la nécessité de renforcer la représentation avec cette fonction, ce qui permet non seulement de s'assurer de la fourniture des livrables (en termes de couverture et de timing) mais aussi de créer toute la synergie nécessaire à une approche intégrée. La sollicitation régulière de la Conseillère stratégique et du M & E Officer aux côtés du RR pour combler l'absence de CPM réduit considérablement le temps nécessaire que ces derniers devraient consacrer à l'accompagnement opérationnel des équipes d'intervention.

4.2 Entrepreneuriat

Leçons apprises issues des succès : un aspect central de cette intervention est la mise en place d'un **dispositif d'appui financier aux entreprises**, sans lequel l'atteinte des résultats serait partielle. L'Intervention a pu mettre à contribution l'expertise interne au Burkina Faso, celle du siège et l'expertise externe mobilisée via le contrat-cadre pour identifier des solutions adaptées au contexte et compatibles avec les procédures Enabel à savoir :

- la conclusion d'une convention de subside avec un consortium tripartite d'ONG Belge (Rikolto, SOS Faim et TRIAS) pour la mise en place d'un fonds d'aide à l'investissement d'un montant de 1M€ sur 3 ans, d'une part
- et la conclusion d'une convention de subside en octroi direct avec l'Association Professionnelle des Systèmes Financiers Décentralisés (APSF-D-BF) d'un montant de 600.000 € sur 30 mois, d'autre part.

La difficulté majeure était la mise en place d'un dispositif limité à la Région du Centre-Est, ciblant des entreprises relativement petites ou naissantes et dont les bénéficiaires sont à la fois les demandeurs et les fournisseurs de services financiers.

4.3 Police de proximité

Leçons apprises issues des succès : L'accent mis sur les besoins concrets des bénéficiaires ainsi que l'implication des membres des bénéficiaires dans l'organisation des activités permettent une meilleure appropriation des actions par les bénéficiaires et leur participation active. Les leaders coutumiers et religieux sont des alliés précieux dans le processus de mise en œuvre des activités. En effet, l'implication et l'appui des leaders coutumiers et religieux qui par leur conviction quant à l'intérêt du projet, par leur participation active aux activités de l'intervention et par leur influence sur la population, jouent un rôle prépondérant dans l'adhésion progressive de la population aux préceptes de la police de proximité.

L'approche par groupes de population dans la mise en œuvre des activités/actions permet d'axer le message en fonction des « caractéristiques », besoins et attentes spécifiques desdits groupes, ce qui renforce l'efficacité de l'action mise en œuvre.

Leçons apprises issues des défis : En ce qui concerne les femmes, travailler via la Direction régionale de la femme, de la solidarité nationale et de la famille entraîne des difficultés et des « blocages administratifs » difficiles à surmonter. Il est plus judicieux de travailler directement avec les femmes de terrain via les coordinations des femmes au niveau régional, provincial et communal, façon de procéder que nous avons adoptée. Travailler sur les trois niveaux permet de sensibiliser les femmes jusque dans les zones rurales.

Par ailleurs, pour certaines matières, notamment l'accès au réseau IRAPOL, il n'est pas possible de travailler via des marchés publics et faire jouer la concurrence pour la réalisation d'études et pour la mise en œuvre concrète des « actions » dans la mesure où des décrets imposent des situations de monopole en précisant les « structures » voire privées qui sont habilitées à réaliser des « travaux » dans tels ou tels domaines. Travailler dans ces situations de monopole n'est pas toujours aisé.

4.4 Santé et Droits Sexuels et Reproductifs (SDSR)

Leçons apprises issues des succès : L'agilité d'E nabel et la capacité de l'intervention à mobiliser des investissements additionnels et l'expertise pour répondre à des situations et contextes particuliers comme le cas de la réponse apportée à la crise sanitaire liée au Covid-19. En effet, face à la crise et une demande du pays partenaire à une solidarité, E nabel a été très réactif en mobilisant d'une part des fonds internes mais également en agissant avec des fonds tiers (LuxDev).

Faisant suite aux différentes activités de communication et de mobilisation communautaire, de renforcement de capacités et de redynamisation des actions en faveur de la protection et de renforcement des droits des femmes et des jeunes filles, différentes initiatives ont été entreprises par différents acteurs. Nous citerons entre autres la signature de la « Déclaration de Tenkodogo » ; un document d'engagement des leaders communautaires et autorités administratives, pour la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) au Centre Est ; la mise en place de 3 groupes WhatsApp provinciaux au profit des 3 réseaux provinciaux d'alerte précoce contre les VBG et 1 page Facebook au compte du réseau régional d'alerte précoce contre les VBG. Ces actions ont permis d'apporter secours et protection à trois femmes victimes de VBG courant le dernier trimestre de 2020.

Leçons apprises issues des défis : La région du Centre Est compte une multiplicité d'acteurs partenaires (souvent très sollicités) à la réussite de l'intervention. Pouvoir assurer la mise en œuvre et le suivi des activités avec toutes ces instances, souvent dans une même période, avec des équipes réduites a été un véritable défi.

Le contexte changeant (la pandémie liée à la COVID-19, le contexte sécuritaire qui se dégrade avec les flux de mouvements de populations, ...) a poussé, à plus d'une reprise, à ajuster la réponse. Ces facteurs demandent de continuelles réflexions sur la stratégie de réajustement de l'intervention et évidemment dans un contexte où l'intervention n'a pas d'influence sur différents aspects.

Il y a également la question du turn-over au sein du personnel des services déconcentrés avec lesquels nous travaillons qui nous pousse à continuellement revenir sur des acquis parce qu'il n'y a pas de culture de mémoire administrative. Cet aspect se passe dans un contexte où, malgré la décentralisation, la décision reste centrale. Un dialogue a été déjà entamé avec les

niveaux centraux afin d'arriver à rendre disponibles des points focaux pour favoriser les interactions et la célérité dans les décisions.

4.5 Formation Etude et Expertises (FEE)

Leçons apprises issues des succès : Si la crise sanitaire liée au Covid 19 a révélé des besoins urgents et importants sur différents aspects, elle a surtout donné une opportunité de valorisation du digital que l'intervention a su saisir pour faciliter des processus. Des interactions avec différents acteurs (PNUD, Luxdev, la Banque mondiale et l'UNCDF) ont permis de disponibiliser une salle équipée pour que la DGDI puisse assurer le suivi et le monitoring de la situation de la pandémie.

Par ailleurs, après que l'intervention ait fourni un studio mobile et formé environ 250 enseignants du supérieur à l'élaboration de contenus pédagogiques numériques, la Banque Mondiale a suivi l'exemple en finançant un 2nd studio à l'université virtuelle du Burkina (UVBF).

Leçons apprises issues des succès : L'un des défis importants de l'intervention FEE, concerne la connectivité. L'infrastructure de connexion est de faible qualité et pourrait représenter un frein à la réalisation de certaines ambitions en lien avec le numérique ; d'où la nécessité de développer des solutions pour faciliter l'accès à internet.

Le contexte sécuritaire impose que l'on mette l'emphase sur l'accompagnement de compétences endogènes dans le domaine du numérique afin d'anticiper sur les difficultés d'accès aux bénéficiaires en cas de renforcement de l'insécurité.

L'accompagnement d'Enabel au lieu d'être compris comme une contribution est perçue comme une activité supplémentaire aux mandats des différentes représentations étatiques, ce qui ne facilite pas toujours les discussions notamment sur la question des perdiems.

4.6 Intégration des thèmes transversaux

Au niveau de la digitalisation : Le D4D reste un levier important en termes de renforcement de la synergie et complémentarités des interventions du portefeuille. L'intervention FEE joue bien son rôle fédérateur sur les actions du portefeuille qui valorisent le digital. Plus de concertations entre interventions pourraient permettre de mieux saisir les opportunités offertes par le digital en vue d'une meilleure mutualisation des ressources.

Au niveau du genre : La participation d'Enabel au cadre de concertation genre permet de partager les informations sur les demandes de financement en provenance du ministère en charge de la femme et celles venant des ONG/associations au niveau local. Cela permet d'éviter les doublons de financement.

4.7 Questions d'apprentissage stratégique

Les activités de capitalisation qui sont les principales pourvoyeuses d'apprentissage stratégique démarreront au cours du Q2 2021. Durant ces 2 premières années, la priorité a été accordée à l'accélération de l'exécution des interventions, ce n'a pas permis aux équipes de dégager suffisamment de temps pour se consacrer aux actions de capitalisation des expériences.

Rappelons que des thématiques clés avaient été déjà été identifiées lors de l'élaboration du Plan d'action pays 2020 (cf. tableau ci-dessous). Elles vont être rediscutées avec les partenaires et les départements EST pour une validation avant le déroulement des activités de capitalisation.

Project code	& Sujet clé de la capitalisation	Objectifs clés et public ciblé
<u>BKF1803111</u> POLPROX	Approche sur la collaboration entre FSI et la population (OSC, ILS et population de manière globale)	Documenter le processus mis en place Enabel et Gouvernorat Centre-Est
	Approche sur la collaboration entre Enabel et les collectivités territoriales en matière de police de proximité (avec un focus sur les responsabilités des maires)	Documenter l'approche de collaboration Enabel et Gouvernorat Centre-Est
<u>BKF1803011</u> SDSR	Le numérique comme vecteur de renforcement du droit d'accès des jeunes et des adolescents à l'information de qualité sur les thématiques liées à la SDR	Tirer les leçons de l'utilisation de la plate-forme interactive QGjeune
<u>BKF1803011</u> SDSR	Stratégie et modélisation de l'approche de prise en charge des victimes des violences faites aux femmes et aux filles	Modélisation de l'approche de prise en charge des victimes des violences faites aux femmes et aux filles
<u>BKF1803311</u> PFEE -BFA	Culture, vecteur de renforcement de capacité	Capitaliser la démarche et les leçons apprises de l'utilisation des acteurs culturels pour soutenir les actions de communication pour le changement de comportement
<u>BKF1803211</u> Entrepreneuriat	Le mécanisme d'incubation mise en place pour le développement de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes dans la région du Centre-Est	Documenter l'approche utilisée, les résultats et les leçons apprises
<u>BKF1803211</u> Entrepreneuriat	Le fonds de garantie et le fonds d'aide à l'investissement comme instruments ou mécanismes de financement adaptés aux besoins des PME de la région du Centre-Est.	Evaluer l'efficacité des 2 instruments dans le cas de l'intervention Entrepreneuriat du Portefeuille, documenter et diffuser l'expérience

5 Réorientations stratégiques et recommandations pour la mise en œuvre du portefeuille

Réorientations stratégiques: Après que l'ensemble des points de réorientations stratégiques proposées dans le rapport annuel 2019 ait été tous mis en œuvre en 2020, une seule nouvelle réorientation stratégique est proposée pour 2021.

Il s'agit de l'intégration d'actions connexes aux actions des interventions du portefeuille afin de considérer le contexte de fragilité de la région.

Il faut noter que dans le cadre de la mise en œuvre de cette orientation stratégique, une étude (Analyse contextuelle des fragilités et vulnérabilités des populations dans les régions du Centre-Est et de l'Est du Burkina Faso) a été lancée en décembre 2020 et les résultats sont disponibles.

Il s'agira par la suite, de formuler des actions connexes à partir des résultats de l'étude pour chacune des interventions du portefeuille. Ainsi, Enabel envisage la possibilité de renforcer ses interventions réalisées dans le cadre du portefeuille en matière de cohésion sociale et d'appui à l'entrepreneuriat. L'objectif est de mieux intégrer les personnes en situation de fragilité et de vulnérabilité qui se trouvent sur les zones d'intervention du portefeuille.

A ces fins, Enabel propose de mobiliser la réserve du portefeuille actuellement disponible (600 K euros) ainsi que d'éventuels financements additionnels (à définir) pour des actions qui pourraient être mises en œuvre à partir du Q3 2021 pour une durée de 2 ans (jusqu'à la fin du portefeuille actuel). Une note d'orientation sur le cadre proposé doit être élaborée en avril 2021 pour envisager la prise en compte de la fragilité.

Le Poste a déjà indiqué son intérêt pour appuyer ces propositions.

Annexes 1. Cadre de résultats du portefeuille pays

N/A : non applicable ; ND : non déterminé ; NR : non requis

Impact : Contribuer au développement économique et social inclusif et durable dans la région du Centre-Est					
Indicateurs/ marqueurs de progrès	Valeur de base 2018	Valeur 2019	Valeur 2020	Cible 2020	Cible finale 2023
Incidence de la pauvreté monétaire des ménages de la région du Centre-Est	36,1	N/A	ND	NR	NR
Indice de GINI de la consommation des ménages de la région du Centre-Est	31,7	N/A	ND	NR	NR
Indicateur global de discrimination de genre dans les institutions sociales dans la région du Centre-Est	0,252	N/A	ND	NR	NR
Produit interne brut par habitant de la région du Centre-Est ³		N/A	ND	NR	NR
Outcome 1 : Les entreprises rurales et urbaines de la région du Centre-Est ont amélioré leur compétitivité et contribuent à la création d'emplois décents					
Taux d'activité entrepreneuriale émergente (TAE)	h 33 f 24	N/A	Rapport E tude GEM attendu en mai 2021	NR	h 42 f 36
Nombre employé(e)s dans entreprises formelles	h 5.172 f 2.621	N/A	Enquête spécifique planifiée à mi- parcours et en end-line	NR	h 10.000 f 6.000
Nombre entreprises formalisées	h 2.773 f 401	h 301 f 103	h 510 f 224	NR	h 5.500 f 1.200
Performance des individus	N/A	N/A	ND	NR	N/A
Performances des organisations	N/A	N/A	ND	NR	N/A
Perception sur l'évolution du chiffre d'affaire entreprises (accroissement, constant ou en diminution)	N/A	N/A	Enquête spécifique planifiée à mi- parcours et en end-line	NR	3/3

³L'indicateur est mesuré par l'INSD seulement au niveau national. Il n'existe donc pas une désagrégation au niveau régional.

Output 1.1 : Le tissu des PME et TPE est dynamisé et mieux structuré autour des opportunités émergentes dans les secteurs porteurs					
Taux de discontinuité entrepreneuriale	9%	N/A	Rapport E tude GEM attendu en mai 2021	NR	8%
TAE d'opportunité	53%	N/A	Rapport E tude GEM attendu en mai 2021	NR	70%
Nombre de contrats d'approvisionnement	0	N/A	3	NR	10
Output 1.2 : L'offre de services financiers et non financiers pour la création et le développement des entreprises est diversifiée et améliorée					
Taux d'utilisation des services financiers pour le crédit	30%	N/A	Enquête spécifique planifiée à mi-parcours et en end-line	NR	40%
Niveau de satisfaction des services financiers	3,8/5	N/A	idem	NR	4,2/5
Taux d'utilisation des services non-financiers	61%	N/A	idem	NR	80%
Niveau de satisfaction des services non-financiers	3,6/5	N/A	idem	NR	4/5
Output 1.3 : L'environnement des affaires est favorable au développement des entreprises dans la région					
Niveau d'appréciation des conditions cadre de l'entrepreneuriat	3,6/5	N/A	Enquête spécifique planifiée à mi-parcours et en end-line	NR	4/5
Niveau d'appréciation de la sécurisation foncière	N/A	N/A	idem	NR	N/A
Niveau de fonctionnalité des structures de sécurisation foncière	N/A	N/A	ND	NR	N/A
Niveau de satisfaction par rapport au cadre de concertation public-privé	N/A	N/A	ND	NR	N/A
Output 1.4 : L'accès des acteurs économiques de la région aux investissements structurants est amélioré					
Niveau d'appréciation des infrastructures	2,6/5	N/A	Enquête spécifique planifiée à mi-parcours et en end-line	NR	3/5
Taux de fonctionnalité des structures chargées de la gestion des infrastructures construites ou réhabilitées	N/A	N/A	ND	NR	>75%
Proportion d'infrastructures réalisées ou réhabilitées qui sont bien entretenues	N/A	N/A	ND	NR	>75%

Outcome 2 : Renforcer la sécurité dans le Centre-Est en contribuant à la mise en œuvre et l'opérationnalisation de la police de proximité					
Indicateurs/marqueurs de progrès⁴	Valeur de base 2018	Valeur 2019	Valeur 2020	Cible 2020	Cible finale 2023
Niveau de perception de la sécurité dans le quartier ou village de résidence par la population de la région du Centre-Est (homme/femmes)	h : 8,2/10 f : 7,8/10	N/A	Étude CAP en cours	NR	h : 8,2/10 f : 7,8/10
Preuves d'amélioration des performances des participants (hommes/femmes) ayant participé à une activité de renforcement des capacités	N/A	N/A	Tendance générale à une augmentation de la performance (cf. description au point 1. Analyse des progrès)	NR	N/A
Preuves d'amélioration des performances des organisations partenaires ayant participé à une activité de renforcement des capacités	N/A	N/A	Tendance générale à une augmentation de la performance (cf. description au point 1. Analyse des progrès)	NR	N/A
Output 2.1 : La présence et la capacité opérationnelle des FSI sur le territoire sont améliorées.					
Taux de maillage du territoire national dans la région du Centre-Est en services de sécurité opérationnels	56,7	N/A	60	NR	63
Taux de postes et de brigades équipés/formés et qui utilisent de manière satisfaisante les équipements et connaissances acquises	0	N/A	100	NR	100
Output 2.2 : Les priorités locales (court-terme) de sécurité sont identifiées, priorisées et adressées.					
Proportion de communes de la région du Centre-Est ayant un plan communal de sécurité de qualité	0	N/A	0	NR	50
Taux d'exécution des projets-prioritaires des plans communaux de sécurité des communes de la région du Centre-Est	0	N/A	0	NR	75
Output 2.3 : La collaboration entre les FSI et la population est améliorée.					
Proportion de communes de la région du Centre-Est avec au moins une structure communautaire locales de sécurité (S-CLS) reconnue par l'État (selon décret 1052)	0	N/A	ND	NR	20
Pourcentage de la population de la région du Centre-Est qui juge positive la collaboration avec les forces de sécurité intérieure	77,9 ⁵	N/A	Étude CAP en cours	NR	77,9

⁴ Reprendre les indicateurs, tels qu'ils figurent dans le cadre logique (du DTF ou de la dernière version du cadre logique)

⁵ Le taux indiqué est celui fourni par le rapport de l'étude du CGD menée en 2017 et ne reflète plus la réalité en 2019 au démarrage du portefeuille compte tenu de l'évolution rapide de la situation sécuritaire. L'étude CAP permettrait de disposer d'un taux actualisé et donc plus réaliste.

Proportion de communes de la région du Centre-Est avec une Coordination Communale de Sécurité fonctionnelle	0	N/A	0	NR	50
Output 2.4 : La communication des FSI vis-à-vis des populations est améliorée.					
Existence du plan régional de communication de sécurité de la région du Centre-Est	0	N/A	0	NR	1
Proportion de communes de la région du Centre-Est exécutant le plan régional de communication de sécurité	0	N/A	0	NR	50
Output 2.5 : Les leçons et bonnes pratiques de police de proximité de l'intervention sont répertoriées et communiquées					
Nombre de documents de capitalisation avec le Ministère de la Sécurité Intérieure	0	N/A	0	NR	2

Outcome 3: Renforcer les droits sexuels et reproductifs des femmes et des jeunes filles dans la région du Centre-Est					
Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base 2018	Valeur 2019	Valeur 2020	Cible 2020	Cible finale 2023
Taux d'accouchements assistés par du personnel médical qualifié dans la région du Centre-Est	83,7%	78,3%	78,0%	NR	89%
Proportion de femmes en âge de procréer (15-49 ans) de la région du Centre-Est qui utilisent des méthodes modernes de planification familiale	17,4%	22,7%	13,4%	NR	28,1%
Nombre de couple année protection toutes méthodes confondues dans la région du Centre-Est	101.480	147.700	161.640	NR	ND NR
Preuves d'amélioration des performances des participants (hommes/femmes) ayant participé à une activité de renforcement des capacités	N/A	ND	ND	NR	N/A
Preuves d'amélioration des performances des organisations partenaires ayant participé à une activité de renforcement des capacités	N/A	ND	ND	NR	N/A
Niveau de satisfaction des utilisateurs de services SDR	N/A	ND	Enquête spécifique planifiée à mi-parcours et en end-line	NR	4
Output 3.1: Le droit d'accès à l'information de qualité sur les différentes thématiques liées à la SDR est assuré					
Proportion d'adolescents et des jeunes (femmes/hommes) de la région du Centre-Est âgés de 18-24 ans qui ont une bonne connaissance de la SDR	Sera complété par l'étude CAP	ND	E tude CAP en cours	NR	30
Proportion d'adolescents et des jeunes (femmes/hommes) de la région du Centre-Est âgés de 18-24 ans qui utilisent les services SDR	ND	ND	E tude CAP en cours	ND	ND
Nombre de cas de grossesses non désirées ou contestées chez les femmes dans la région du Centre-Est	149	184	107	ND	ND
Output 3.2: Le droit des femmes et des filles à la protection contre les violences sexuelles et d'autres formes de violences et le droit à la prise en charge des victimes sont renforcés					
Atteinte à l'intégrité physique et morale pour la région du Centre-Est	0,278	0,278	ND	NR	0,232
Nombre de victimes de violence (VBG) dans la région du Centre-Est prises en charge	0	186	539	NR	NR
Nombre de femmes de la région du CE qui déclarent avoir subi des VBG selon les critères GBV/IMS	Sera complété via l'étude CAP	0	3	NR	NR
Nombre de réunions du comité de protection tenues au niveau régional et provincial	N/A	00	01	NR	32
Output 3.3: Le droit des femmes et des filles de bénéficier de soins de qualité dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive est renforcé					
Taux de décès maternels par accouchement et par an dans les formations sanitaires de la région du Centre-Est	0,63	77,6 pour 100 000 parturientes	108,4 pour 100 000 parturientes	NR	0,4

% de formations sanitaires qui offrent des services SDSR conviviaux aux jeunes	ND	N/A	ND	NR	NR
Nombre de formations sanitaires appuyées par l'intervention qui enregistre des ruptures de stock en produit contraceptif	ND	N/A	ND	NR	0
Nombre de femmes bénéficiant d'une réparation de fistule obstétricale à partir de l'intervention	0	0	0	NR	NR
Nombre de femmes ayant bénéficié d'une réparation de séquelles de l'excision/nombre de cas de complication enregistré	3/34	0	ND		NR
Output 3.4: Le droit à l'accès géographique et financier des prestations de soins de qualité dans le domaine de la santé de la reproduction, et de la planification familiale en particulier, est assuré					
Taux de couverture en consultations prénatales niveau 4 dans les communes de la région du Centre-Est directement concernées par l'intervention	38,5%	39,3%	41,5%	NR	50%
Taux de couverture de consultations postnatales à la 6ème semaine dans les communes de la région du Centre-Est directement concernées par l'intervention	33,1%	31,2%	27%	NR	46,3%
Besoins non satisfaits en matière de planification familiale	ND	ND	ND	NR	NR
Nombre de personnes touchées par les stratégies avancées SDSR avec l'appui de l'intervention	0	1550	2268	NR	NR

Outcome 4: Les compétences des parties prenantes du Programme de Coopération Burkina Faso - Belgique sont renforcées, en phase avec les opportunités sociales et économiques de la région du Centre-Est.					
Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base 2018	Valeur 2019	Valeur 2020	Cible 2020	Cible finale 2023
Taux des participants aux activités de renforcement de capacités de toutes les interventions (hommes/femmes) démontrant un changement de comportement	N/A	NR	Planifier avant la MTR et ETR par voie d'enquête quantitative	NR	60
Proportion d'individus de la région du Centre-Est de plus de 15 ans utilisant internet au cours des derniers 12 mois	1,9	ND	Etude CAP en cours	NR	6
Preuves d'amélioration des performances des participants (hommes/femmes) ayant participé à une activité de renforcement des capacités	N/A	ND	Tendance générale à une augmentation de la performance (cf. description au point 1. Analyse des progrès)	NR	NR
Preuves d'amélioration des performances des organisations partenaires ayant participé à une activité de renforcement des capacités	N/A	ND	Tendance générale à une augmentation de la performance (cf. description au point 1. Analyse des progrès)	NR	NR
Output 4.1: Les ressources humaines des services privés et associatifs d'appui aux entrepreneurs sont renforcées en compétences innovantes et digitales					
Niveau de satisfaction des bénéficiaires (hommes/femmes) des activités de renforcement des capacités par rapport aux compétences acquises	N/A	ND	3,3	NR	3,25/5
Score des évidences des nouvelles compétences chez les bénéficiaires (hommes/femmes) des activités de renforcement des capacités	N/A	ND	32%	NR	(+10%)
Niveau d'utilisation ou d'application des compétences acquises	N/A	ND	ND encore	NR	3
Output 4.2: Les compétences des citoyens, acteurs du Programme de Coopération, sont renforcées dans le domaine des droits humains					
Niveau de satisfaction des bénéficiaires (hommes/femmes) des activités de renforcement des capacités par rapport aux compétences acquises	N/A	ND	3,5	NR	3,25/5
Score des évidences des nouvelles compétences chez les bénéficiaires (hommes/femmes) des activités de renforcement des capacités	N/A	ND	28,5%	NR	(+10%)
Niveau d'utilisation ou d'application des compétences acquises	N/A	ND	ND encore	NR	3

Output 4.3 : Les compétences techniques des acteurs publics du Programme de Coopération sont renforcées					
Niveau de satisfaction des bénéficiaires (hommes/femmes) des activités de renforcement des capacités par rapport aux compétences acquises	N/A	ND	3,3	NR	3,25/5
Score des évidences des nouvelles compétences chez les bénéficiaires (hommes/femmes) des activités de renforcement des capacités	N/A	ND	46.25%	NR	(+10%)
Niveau d'utilisation ou d'application des compétences acquises	N/A	ND	1,5	NR	3
Output 4.4 : Des nouvelles compétences et connaissances sont créées par des expertises et études stratégiques au bénéfice des acteurs du Programme de Coopération					
Proportion d'organisations destinataires des études et expertises qui valorisent les recommandations	N/A	N/A	Pour l'instant, E nabel met en œuvre les recommandations issues de l'étude sur la digitalisation de la région du Centre-Est	NR	60%

Annexe 2 Gestion des risques

Portefeuille / Portefeuille Risque / Portefeuille Risque Action	Portefeuille Risque Catégorie	Portefeuille Risque Probabilité	Portefeuille Risque Impact potentiel	Portefeuille Risque Importance	Personne responsable	Portefeuille Risque Action Statut	Portefeuille Risque Action Échéance	Portefeuille Risque Action Etat d'avancement
BFA 19P001 - Portefeuille BFA 2019-2023								
Détérioration de la situation sécuritaire par la présence de groupes armés et des conflits inter communautaires dans la région du Centre Est (principalement dans la province du Koulpélogo)								
-Stricte mise en œuvre du plan de sécurité d'Enabel au Burkina. -Suivi étroit du réseau de contact pour une bonne connaissance du contexte -Mise en place de modalités d'intervention spécifique à certaines thématiques/zones	DEV	Haute	Moyen	Haute	KRINS Olivier	En cours		-Un Responsable Log/Sécurité a été recruté et est opérationnel -Un plan de sécurité est élaboré et mis en œuvre au niveau Enabel notamment en ce qui concerne la gestion des mouvements et l'analyse sécuritaire. -Le transfert du bureau opérationnel (de Ouagadougou) dans un quartier plus sûr -Le personnel et les partenaires d'exécution sont sensibilisés et formés sur la sécurité. -La gestion des mouvements et l'analyse sécuritaire sont assurées au quotidien et des capacités de

Portefeuille / Portefeuille Risque / Portefeuille Risque Action	Portefeuille Risque Catégorie	Portefeuille Risque Probabilité	Portefeuille Risque Impact potentiel	Portefeuille Risque Importance	Personne responsable	Portefeuille Risque Action Statut	Portefeuille Risque Action Échéance	Portefeuille Risque Action Etat d'avancement
								communication autonome ont été mis en place (via l'utilisation de téléphone satellitaire) -Un profil bas est fait sur la visibilité de l'intervention Police de proximité
Détérioration de la stabilité sociopolitique nationale consécutive à une crise post-électorale								
Suivre l'évolution de la situation sociopolitique en lien avec les élections présidentielles et législatives de novembre 2020 en collaboration avec l'Ambassade	DEV	Faible	Moyen	Moyen	KRINS Olivier	En cours	31-01-2021	Les élections ont eu lieu le 22 novembre 2020 sans incidents majeures. Le Président sortant est réélu et les résultats ont été acceptés.
Faible capacité d'absorption des acteurs socioéconomiques de la région du Centre Est et faible capacité des partenaires de mise en œuvre à les accompagner pour l'exécution du portefeuille								
Demande de validation formulée dans la Note d'Analyse 2019 du portefeuille pour le transfert de 15% du budget de l'intervention Entrepreneuriat (en passant de 24 MEUR à 20.4 MEUR, soit une diminution de 3,6 MEUR) aux interventions SDSR et Police de Proximité (soit 1,8 MEUR chacune).	DEV	Moyen	Moyen	Moyen	KRINS Olivier	Accompli	31-12-2023	Demande validée et 3 avenants portant adaptation et modification du portefeuille signés

Portefeuille / Portefeuille Risque / Portefeuille Risque Action	Portefeuille Risque Catégorie	Portefeuille Risque Probabilité	Portefeuille Risque Impact potentiel	Portefeuille Risque Importance	Personne responsable	Portefeuille Risque Action Statut	Portefeuille Risque Action Échéance	Portefeuille Risque Action Etat d'avancement
Demande de validation formulée dans la Note d'Analyse 2019 du portefeuille en vue de l'opportunité de nouveaux octrois directs de subsides à de nouveaux acteurs ((Association professionnelle des services financiers décentralisés ((APSF), Institut de l'environnement et de recherches agricoles (INERA), Ministère de la jeunesse et de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes (MJPEJ), Programme national bio-digestedeurs (PNB)).	DEV	Moyen	Moyen	Moyen	KRINS Olivier	Accompli	31-12-2021	Demande validée et les nouveaux partenariats activés.
Appui/suivi renforcé des partenaires d'exécution.	DEV	Moyen	Moyen	Moyen		En cours		Le suivi et l'appui aux partenaires de mise en œuvre sont assurés de manière continue jusqu'à la fin des interventions.
Mauvaise perception par les groupes armés de la présence d'Enabel dans la zone du programme du fait de ses actions de renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité (FDS)								
Développer une stratégie d'intervention et de communication adaptée au contexte. -Mise en œuvre du plan de sécurité d'Enabel.	DEV	Moyen	Haute	Haute	KRINS Olivier	En cours		Un profil bas est fait sur la communication et la visibilité des actions en lien avec le renforcement des capacités acteurs de la sécurité.

Portefeuille / Portefeuille Risque / Portefeuille Risque Action	Portefeuille Risque Catégorie	Portefeuille Risque Probabilité	Portefeuille Risque Impact potentiel	Portefeuille Risque Importance	Personne responsable	Portefeuille Risque Action Statut	Portefeuille Risque Action Échéance	Portefeuille Risque Action Etat d'avancement
Présence de populations déplacées dans la zone d'intervention du programme avec un impact sur la durabilité de certaines activités.								
Prise en compte de certains besoins spécifiques des personnes déplacées et des populations hôtes au regard de la dégradation de la situation sécuritaire et socio-économiques	DEV	Haute	Moyen	Haute	KRINS Olivier	En cours		<ul style="list-style-type: none"> -Demande formulée dans la Note d'Analyse du portefeuille (2019) en vue de la validation sur l'opportunité d'utiliser une partie de la réserve du portefeuille pays pour mieux intégrer le Nexus développement-sécurité-humanitaire au sein des interventions d'E nabel (dans la zone d'intervention du portefeuille). -Une Analyse contextuelle des fragilités et vulnérabilités des populations dans les régions du Centre-Est et de l'Est du Burkina Faso est faite -Des actions connexes sont en préparation pour la prise en compte de la fragilité dans le portefeuille
Récupérations des actions d'E nabel par les acteurs politiques avec des conséquences sur la réputation d'E nabel								

Portefeuille / Portefeuille Risque / Portefeuille Risque Action	Portefeuille Risque Catégorie	Portefeuille Risque Probabilité	Portefeuille Risque Impact potentiel	Portefeuille Risque Importance	Personne responsable	Portefeuille Risque Action Statut	Portefeuille Risque Action Échéance	Portefeuille Risque Action Etat d'avancement
<ul style="list-style-type: none"> -Utilisation d'une stratégie de communication externe adaptée -Programmation des activités de mobilisation sociale avant le démarrage des campagnes électorales -Faire le discernement des offres et/ou demandes de services formulées par les hommes politiques à l'endroit de E nabel avant ou pendant les campagnes électorales 	REP	Faible	Moyen	Moyen	KRINS Olivier	En cours	30-06-2021	<ul style="list-style-type: none"> -Les actions de visibilité sont réduites au strict minimum pendant les campagnes électorales présidentielles et législatives du 22 novembre 2020. -Les sollicitations des partenaires étatiques sont bien examinées avant réponses. -Il s'agira de garder la veille jusqu'à la fin des élections municipales d'avril 2021 (élection reportée pour 2022)

Annexe 3 Tableau financier synthétique

Code Intervention	Nom court	Budget	Dépenses cumulées 2019+ 2020	Taux d'exécution globale en fin 2020
BKF1803011	SDSR	5.800.000	1.506.362	26%
BKF1803111	POLPROX	6.800.000	1.528.567	22%
BKF1803211	Entrepreneuriat	20.400.000	5.507.439	27%
BKF1803311	FEE	4.000.000	1.474.158	37%
BFA20004	Santé Riposte COVID-19- DGD	2.000.000	0	0%
BKF1702911	Expertise portefeuille	5.400.000	1.784.927	33%
Total Portefeuille	Total Portefeuille	44.400.000	11.801.453	27%

Annexe 4 Synthèse des leçons apprises

Enseignements tirés	Public cible
<i>Domaine 1</i>	
<p>Un aspect central de cette intervention est la mise en place d'un dispositif d'appui financier aux entreprises, sans lequel l'atteinte des résultats souhaités serait partielle. L'intervention a pu mettre à contribution l'expertise interne au Burkina Faso, celle du siège et l'expertise externe mobilisée via le contrat-cadre pour identifier des solutions adaptées au contexte et compatibles avec les procédures Enabel à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la conclusion d'une convention de subside avec un consortium tripartite d'ONG Belge (Rikolto, SOS Faim et TRIAS) pour la mise en place d'un fonds d'aide à l'investissement d'un montant de 1 M€ sur 3 ans, d'une part, - et la conclusion d'une convention de subside en octroi direct avec l'Association Professionnelle des Systèmes Financiers Décentralisés (APSFD-BF) d'un montant de 600.000 € sur 30 mois, d'autre part. <p>La difficulté majeure était la mise en place d'un dispositif limité à la Région du Centre-Est, ciblant des entreprises relativement petites ou naissantes et dont les bénéficiaires sont à la fois les demandeurs et les fournisseurs de services financiers.</p>	Intervention Entrepreneuriat
<i>Domaine 2</i>	
<p>Les leaders coutumiers et religieux sont des alliés précieux dans le processus de mise en œuvre des activités et d'atteinte des résultats de développement. En effet, l'implication et l'appui des leaders coutumiers et religieux qui par leur conviction quant à l'intérêt du projet, par leur participation active aux activités de l'intervention et par leur influence sur la population, jouent un rôle prépondérant dans l'adhésion progressive de la population aux préceptes de la police de proximité.</p>	Intervention Police de proximité
<i>Domaine 3</i>	
<p>L'agilité d'Enabel et la capacité de l'intervention à mobiliser des investissements additionnels et l'expertise pour répondre à des situations et contextes particuliers comme le cas de la réponse apportée à la crise sanitaire liée au Covid-19. En effet, face à la crise et une demande du pays partenaire à une solidarité, Enabel a été très réactif en mobilisant d'une part des fonds internes mais également en agissant avec une expertise pour tiers (LuxDev).</p>	Intervention SDSR
<p>Le turn-over au sein du personnel des services déconcentrés avec lesquels nous travaillons nous pousse à continuellement revenir sur des acquis parce qu'il n'y a pas de culture de mémoire administrative. Cet aspect se passe dans un contexte où, malgré la politique nationale de déconcentration, la décision reste centrale. Un dialogue a été déjà entamé avec les niveaux centraux afin d'arriver à rendre disponibles des points focaux pour favoriser les interactions et la célérité dans les décisions.</p>	
<i>Domaine 4</i>	
<p>Si la crise sanitaire liée au Covid 19 a révélé des besoins urgents et importants sur différents aspects, elle a surtout donné une opportunité de valorisation du digital que l'intervention a su saisir pour faciliter des processus. En effet,</p>	Intervention FEE

<p>des interactions avec différents acteurs (PNUD, Luxdev, la Banque mondiale et l'UNCDF) ont permis de disponibiliser une salle équipée pour que la DGDI puisse assurer le suivi et le monitoring de la situation sur la pandémie.</p> <p>Par ailleurs, après que l'intervention ait fourni un studio mobile et formé environ 250 enseignants du supérieur à l'élaboration de contenus pédagogiques numériques, la Banque Mondiale a suivi l'exemple en finançant un 2nd studio à l'université virtuelle du Burkina (UVBF).</p>	
<p>L'accompagnement d'E nabel au lieu d'être compris comme une contribution est perçue comme une activité supplémentaire aux mandats des différentes représentations étatiques, ce qui ne facilite pas toujours les discussions notamment sur la question des perdiems.</p>	

Annexe 5 Tableau des recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
La soumission des propositions relatives à l'utilisation du reliquat de la réserve (600.000 €) pour intégrer des actions prenant en compte la fragilité	Représentant Résident	Q2 2021
Valoriser les leçons apprises dans la mise en œuvre du portefeuille et des interventions pour tiers	Equipes d'intervention	De manière continue